

# adf

AFRICA DEFENSE FORUM



## COMMERCE MORTEL

**Des réseaux de trafic illicites  
émergent dans toute l'Afrique**

RENDEZ-NOUS VISITE SUR LE SITE : [ADF-MAGAZINE.COM](http://ADF-MAGAZINE.COM)

# articles

**8 Un état dont l'échec se répercute**

Les effets de l'anarchie en Libye sont ressentis dans toute la région et dans le monde entier.

**14 Unis dans la lutte contre les stupéfiants**

Des unités spéciales d'Afrique de l'Ouest réunissent les agences pour partager les informations et les ressources.

**20 Usalama vise les trafiquants**

Une opération à l'échelle continentale soutenue par Interpol conduit à 4.500 arrestations en deux jours.

**24 La coopération continentale**

Un entretien avec Asan Kasingye, directeur d'Interpol en Ouganda.

**30 Rivalités ancestrales, armes modernes**

Les affrontements au Kenya exposent la nécessité de contrôler les armes illégales.

**36 Le monde veille alors que l'Afrique tente de mettre fin au braconnage**

La pression monte pour les pays asiatiques qui autorisent le commerce de l'ivoire et des cornes de rhinocéros.

**42 Un réseau de souffrance**

La traite des êtres humains est un problème mondial, mais un programme donne de l'espoir.

**48 Rupture de la confiance**

Les réseaux de trafic peuvent détruire un état de l'intérieur.

# rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

28 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum  
est à présent disponible  
en ligne.**

Veillez nous rendre visite sur le site  
[adf-magazine.com](http://adf-magazine.com)



## **EN COUVERTURE :**

Cette illustration d'ADF souligne les divers types de commerce illicite qui menacent le continent africain, notamment le braconnage et les trafics d'armes, de stupéfiants et d'êtres humains.

ILLUSTRATION D'ADF

Où qu'il se trouve, le maillon faible est susceptible d'entraîner des problèmes partout. C'est la leçon apprise en Libye. Depuis 2011, ce pays d'Afrique du Nord sert de refuge aux extrémistes, de route pour les stupéfiants et de point de départ pour les migrants.

Une portion des profits dégagés de ces activités criminelles finit entre les mains d'EIIL, qui prélève une « taxe » sur la contrebande et sur la traite des êtres humains. Les armes pillées dans les arsenaux libyens sont disséminées partout dans le Sahel, alimentant les conflits. L'exploitation des pauvres par les trafiquants d'êtres humains et par les organisations criminelles internationales contribue à l'instabilité, à la corruption et à l'illégalité.

Alors que la Libye tente de rétablir l'ordre, elle constitue un rappel important pour les professionnels de la sécurité partout dans le monde : travaillez avec vos voisins. Dans un monde interconnecté, l'état défaillant à côté de chez vous risque de vous entraîner rapidement dans la spirale.

Les experts de la sécurité africaine se rendent compte que le partage des ressources et des renseignements constitue la seule solution au crime transnational. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, 22 pays se sont regroupés en 2016 pour l'opération Usalama qui a permis d'arrêter 4.500 criminels en 48 heures. En Afrique de l'Ouest, les pays mettent en place des unités spécialisées dans le crime transnational afin de coordonner l'application des lois, l'échange de renseignements, et la collecte de renseignements au niveau national et transfrontalier.

Ces partenariats aident les pays à construire des rapports de confiance et à reconnaître la valeur du partage de renseignements pour démanteler les réseaux criminels qui couvrent plusieurs continents. Les chefs de police africains continuent à mettre en place le nouvel « Afripol », organisme continental central, pour coordonner les actions contre les menaces criminelles transfrontalières.

La Libye représente peut-être le pire des scénarios, mais elle est loin d'être seule. Des zones d'illégalité existent un peu partout sur le continent, tant dans les grandes villes animées que dans les avant-postes du désert. Il incombe aux spécialistes de la sécurité de travailler dans l'union afin d'interdire aux criminels de profiter de ces zones de refuge. Le cas de la Libye montre que lorsqu'il s'agit de criminalité transnationale, le concept du « problème des autres » ne tient pas debout.

| Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Des inspecteurs libyens collectent des armes qui avaient été enterrées dans une base militaire à Tajura pendant le régime de Mouammar Kadhafi. REUTERS



**Le trafic illicite**  
Volume 10, 2e trimestre

**L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES  
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE**

**POUR NOUS CONTACTER**

U.S. AFRICA COMMAND  
Attn: J3/Africa Defense Forum  
Unit 29951  
APO-AE 09751 U.S.A.  
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS  
U.S. AFRICA COMMAND  
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE  
FORUM  
GEB 3315, ZIMMER 53  
PLIENINGER STRASSE 289  
70567 STUTTGART  
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

# Unis pour lutter contre le trafic de drogues et les problèmes apparentés



**Le Dr Mohamed Ibn Chambas du Ghana**

*représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies et responsable du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, s'exprime le 19 septembre 2016 à New York. Ses remarques ont été modifiées pour les adapter à ce format.*

**Tout d'abord, je tiens à féliciter la Commission de la CEDEAO, les états membres de la CEDEAO ainsi que la Mauritanie, et enfin l'ONU pour leurs efforts conjoints et constructifs qui ont abouti à la mise en œuvre de deux programmes complémentaires. Ceci indique clairement la continuité de la coordination et de la coopération entre l'ONU et la CEDEAO en ce qui concerne la définition des objectifs stratégiques et de la programmation pour soutenir les états membres dans la lutte contre le trafic illicite et le crime organisé.**



Tout au long du développement du Plan d'action régional de la CEDEAO 2016-2020, les états membres ont renouvelé leur engagement dans la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, la criminalité organisée et l'abus de drogues. Je les félicite pour leur détermination : il s'agit en effet d'un signal des plus prometteurs pour la population – notamment les jeunes – qui deviennent trop souvent victimes des drogues et des activités criminelles connexes.

La lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et les activités criminelles connexes permet d'améliorer les conditions générales de paix et de sécurité dans la région. Cet axe est au cœur du mandat du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, dont je suis responsable.

Nous sommes particulièrement conscients de l'évolution de la menace représentée par le trafic illicite de stupéfiants et les activités criminelles connexes, dont le pouvoir de corruption est dévastateur. Certains y laissent la vie et ces activités contribuent à la destruction du tissu social, tant sur le continent africain qu'ailleurs. Il s'agit de souligner avec insistance qu'il est primordial de conjuguer nos efforts pour réduire l'impact de la criminalité liée aux drogues.

Jusqu'à présent, aucune région n'a su proposer de solution parfaite au problème mondial du trafic de stupéfiants. Un rappel flagrant des enjeux survient en janvier 2016, lorsque les autorités boliviennes saisissent 8 tonnes de cocaïne destinées à la Côte d'Ivoire. En mars, au moins 500 kilos de cocaïne sont saisis le long des côtes du Cap-Vert. On saisit également plus de 380.000 dollars de médicaments contrefaits

dans le port de Dakar, au Sénégal. En accroissant la coopération, l'échange de renseignements et la mutualisation des expertises régionales et internationales, il serait possible de développer une solution innovante pour l'Afrique de l'Ouest qui pourrait ensuite être reproduite ailleurs.

Compte tenu de la dimension transnationale des crimes liés à la drogue, et des liens entre ceux-ci et le terrorisme, les crimes maritimes et la corruption, le Plan d'action régional de la CEDEAO 2016-2020 et le Programme régional de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel sont axés sur une approche commune qui facilite les activités concertées sur le terrain. Je fais appel aux états membres dans ce domaine afin qu'ils consacrent suffisamment de ressources à la mise en œuvre de ces projets. Il est impératif de renforcer la coopération entre les organismes chargés de faire respecter la loi.

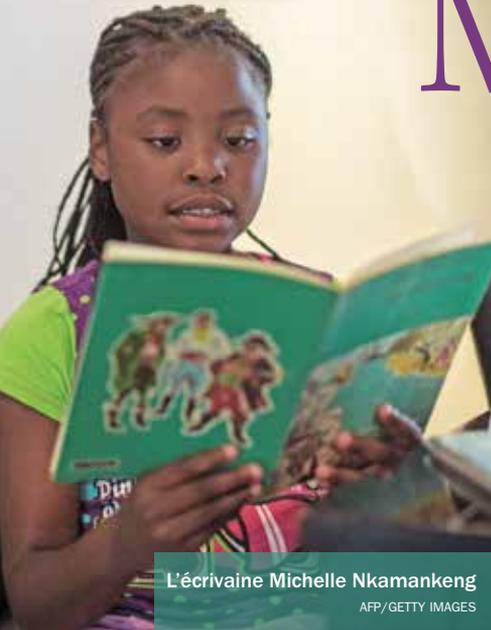


**Des travailleurs préparent 4 tonnes métriques de médicaments de contrefaçon et illégaux destinés à la destruction, à Dakar, Sénégal. Ces médicaments ont été saisis dans le cadre d'une opération multinationale.** AFP/GETTY IMAGES

Je souhaite également saluer nos partenaires internationaux, y compris l'Union européenne, pour le soutien qu'ils ont fourni à ces initiatives. J'encourage les autres pays bailleurs de fonds et les partenaires concernés de rejoindre et de soutenir la mise en œuvre du Plan d'action de la CEDEAO.

Je remercie l'ONU pour le soutien technique et de l'encadrement apportés sur cette question, et d'avoir également organisé l'événement qui nous réunit aujourd'hui. Je peux vous assurer de mon engagement personnel en ce qui concerne mon soutien à la CEDEAO et aux états membres afin d'atteindre les objectifs détaillés dans le Plan d'action.

## La Star du Livre Pour Enfants d'Afrique du Sud Apporte de l'Espoir aux Jeunes



L'écrivaine Michelle Nkamankeng  
AFP/GETTY IMAGES

**M**ICHELLE Nkamankeng, petite Sud-Africaine de 7 ans, est devenue l'une des plus jeunes écrivaines à être publiées sur le continent grâce à un court roman qu'elle a écrit pour la plupart secrètement, *Waiting for the Waves* (En attendant les vagues).

Michelle nous raconte l'histoire de Titi, une petite fille fascinée par l'océan et ses vagues énormes, dans un livre vanté par Amazon. com comme « un récit épique » qui retrace « la lutte interne entre l'amour et la peur ».

« Mon frère et mes sœurs étaient au courant car ils venaient toujours dans ma chambre », raconte Michelle. « Ils me disaient : "Qu'est-ce que tu fais ?" Je leur répondais de ne rien dire à papa et maman. Je voulais leur faire la surprise. »

Sa mère, Lolo Nkamankeng, déclare que lorsque Michelle lui a donné son livre, elle l'a « pris et rangé dans la bibliothèque » parmi les bibles, les dictionnaires et quelques revues.

Quelques semaines plus tard, Michelle amène un deuxième, puis un troisième livre à ses parents. « J'ai dit à ma mère qui si elle ne me prenait pas au sérieux, je n'écrirais plus jamais de livres. »

Son rêve devient réalité un an plus tard, lorsque ses parents l'aident à autoéditer *Waiting for the Waves*, un roman lustré de 58 pages, illustré par l'artiste Sud-Africaine Megan Venter.

L'histoire, qui raconte comment la petite Titi surmonte sa peur des vagues grâce à l'amour et au soutien de sa famille, capture l'attention du public. Michelle lance alors plusieurs livres et multiplie les entretiens et les conférences.

Michelle offre ses conseils aux autres enfants qui souhaitent écrire des livres : « Ils doivent poursuivre leurs rêves, toujours croire en eux-mêmes, et ne permettre à personne de leur barrer la route, et s'ils ne savent pas lire ils ne pourront pas écrire. »

## Les Facteurs de Retour dans les Rues de la Capitale de la RDC



AGENCE FRANCE-PRESSE

Après 30 ans de tumulte dans les services postaux de la République démocratique du Congo (RDC), les chemises de couleur jaune canari des facteurs sont enfin visibles à nouveau dans les rues de la capitale.

Anifa Kaymba, responsable du centre de tri postal de Kinshasa, se rappelle de « l'époque sombre » au cours de ses 33 ans en poste, pendant laquelle les employés démoralisés devaient souvent renoncer à être payés.

Les clients ont fini par perdre toute confiance dans le système « puisque (la plupart) des colis étaient pillés ou perdus », déclare Elisabeth Lengema, qui travaille à la poste depuis 26 ans. À cette époque-là, les employés venaient au travail seulement pour « fouiner » dans les colis et récupérer tout objet de valeur qu'ils trouvaient.

Les quelques colis qui échappaient à l'attention des trieurs peu scrupuleux étaient livrés aux domiciles des destinataires seulement contre paiement de « frais de transports » spéciaux.

Aujourd'hui, les facteurs parcourent à nouveau la capitale de 10 millions d'habitants à pied, en vélo, ou en mobylette pour livrer le courrier.

Malgré ces progrès importants, le service postal ne s'occupe pour le moment que du courrier arrivant de l'étranger à Kinshasa, car il n'existe pas encore de service opérationnel hors de la capitale. Un service postal au niveau national sera mis en place ultérieurement.

Le service postal de la RDC est bien loin de générer des bénéfices et dépend des fonds publics – ceux-ci proviennent principalement des frais facturés aux opérateurs de télécommunications. Afin de se développer, le service postal espère signer des accords avec les compagnies d'eau et d'électricité de la RDC.

# LES RÉSIDENTS RAVIVENT LE VIEUX TANGER AVEC DES COULEURS

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'ancienne médina de Tanger, ville portuaire du Maroc dont les rues longtemps négligées reviennent à la vie grâce aux résidents, est désormais ornée de fresques, de façades colorées et d'allées fleuries.

La vieille ville de Tanger, perchée sur une colline surplombant le port et le détroit de Gibraltar, voie maritime des plus stratégiques et vitales au monde, bénéficie de peu d'espaces verts. Néanmoins, les résidents de 13 quartiers ont lancé une campagne pour lui refaire une beauté.

« L'initiative vient des résidents, sans intervention aucune des partis ou des associations politiques », déclare Rafih al-Kanfaoui, 33 ans, en parlant du quartier d'Ibn Battouta. « Le quartier révèle une beauté que personne n'avait imaginée. »

Les allées sinueuses de la ville sont désormais parées de façades aux couleurs bigarrées et ornées de pots de fleurs aux portes et aux fenêtres.

Les murs d'Ibn Battouta, quartier nommé après l'un des enfants de la ville les plus connus, qui devint explorateur au 14<sup>ème</sup> siècle, sont peints en vert et en violet, et les résidents ont même aménagé une rampe pour fauteuil roulant.

« Nous avons tous travaillé ensemble, les hommes et les femmes, les enfants, les jeunes et les vieux pour embellir ce quartier », déclare Soufyane Abdel-Mottalib, 30 ans.

Les résidents ont financé eux-mêmes les opérations et maintenant quatre quartiers de Tanger ont été primés par l'Observatoire marocain pour la protection de l'environnement et des monuments historiques.

Mohammed Salmoun, bénévole dans une association locale, déclare que le projet a changé l'aspect de plusieurs quartiers défavorisés de la ville. « Ce type d'initiative a montré son potentiel pour aider les quartiers à se démarquer aussi bien localement que dans tout le pays », déclare-t-il.

Inspirés par les images du projet postées sur Facebook, les habitants des autres villes du Maroc, notamment Casablanca, ont lancé des initiatives similaires.

Les habitants de Tanger sont fiers de la longue histoire de leur ville, en particulier celle d'Ibn Battouta qui quitta la cité en 1325 lorsqu'il avait 21 ans. Il traversa l'Afrique du Nord et continua vers l'Est pour aller en Chine. Il défia les distances, les épreuves et la peste noire pour retourner dans sa ville natale et écrire le récit de ses voyages.

La ville connaît une renaissance depuis que le roi Mohamed VI a lancé un ambitieux programme quadriennal de redéveloppement d'un milliard de dollars en septembre 2013. Le bord de mer aux façades neuves est reluisant et le centre-ville s'est transformé pour faire place à de larges avenues et des trottoirs peints en blanc.





# UN ÉTAT DONT L'ÉCHEC SE RÉPERCUTE

**LES EFFETS DE  
L'ANARCHIE EN LIBYE  
SONT RESSENTIS DANS  
TOUTE LA RÉGION ET  
DANS LE MONDE ENTIER**

PERSONNEL D'ADF

**2017** a commencé comme 2016 s'était achevée, avec des nombres stupéfiants de migrants africains qui s'embarquent en Libye sur des embarcations fragiles pour essayer de s'échapper vers l'Europe.

Au cours des 25 premiers jours de janvier, 246 migrants se sont noyés dans la Méditerranée. Parmi les 181.000 migrants qui ont traversé la région en 2016, près de 90 pour cent ont commencé leur voyage en Libye, selon l'Organisation internationale pour les migrations. L'Organisation des Nations unies signale que plus de 5.000 se sont noyés au cours de l'année.

Au cœur du problème se trouve l'anarchie de la Libye, qui a commencé après la fin de la dictature de 42 ans de Mouammar Kadhafi, en 2011. Depuis lors, trois groupes rivaux ont lutté pour saisir le contrôle du pays, alors que l'EIIL a aussi accru sa présence



Des migrants gambiens attendent un autobus à Banjul après être volontairement revenus de Libye. REUTERS

dans la région. La migration entre la Libye et l'Europe a quadruplé à partir de 2013, ce qui a été attribué à un manque d'ordre public en Libye.

Le gouvernement actuel ne contrôle presque pas les vastes étendues du pays, ce qui fait de la Libye une terre où se pratiquent la traite des personnes, les attaques terroristes et les ventes d'armes. Elle est aussi devenue un dépôt pour le transport des stupéfiants du Maroc et de l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe.

L'analyste politique Tarek Megerisi, qui écrit au magazine *Foreign Policy*, déclare que l'instabilité de la Libye a fait du pays un terrain fertile pour « de nombreuses autres menaces, pour lui-même, ses voisins et la région environnante ».

« Mais ce ne sont pas seulement les terroristes qui bénéficient de l'anarchie générale », écrit M. Megerisi. « Ceux qui gagnent leur vie dans l'économie parallèle de la Libye en bénéficient aussi. »

Les analystes déclarent que la guerre civile de la Libye est une guerre dans laquelle aucun parti ne semble pouvoir prétendre à gagner un avantage décisif durable. En général, de telles guerres enlisées perdent finalement leur élan lorsque l'argent, les armes et les jeunes volontaires prêts à mourir se tarissent. Mais des forces extérieures à la Libye, qui sont favorables à divers groupes extrémistes, continuent à armer et à financer certaines factions, pour perpétuer les combats.

### L'ÉPIDÉMIE MIGRATOIRE

L'épidémie des migrants qui quittent les villes portuaires de la Libye a créé un désastre humanitaire qui a stupéfié les sauveteurs. Les bateaux qui partent de la Libye ne sont plus destinés à faire le voyage vers le Sud de l'Italie : ils ne sont pas en état de naviguer. Au lieu de cela, les trafiquants lancent les bateaux et les radeaux en caoutchouc bondés dans la Méditerranée, où les équipes de secouristes les ramassent. Les autorités ne peuvent rien faire d'autre que de secourir les migrants qui, sinon, périraient en mer. Même lorsque les migrants sont renvoyés en Libye, les conditions y sont tellement mauvaises qu'ils essaient souvent à nouveau de se rendre en Europe. Le cycle se reproduit.

L'Organisation des Nations unies déclare que les réfugiés qui se rendent en Libye proviennent principalement de l'Afrique subsaharienne, en général de l'Érythrée, du Niger, du Nigeria et de la Gambie. Mais les bateaux libyens affectent une région du monde bien plus grande. Un sauvetage en mer, survenu en janvier 2017 près de la ville de Sabratha, concernait des migrants d'Égypte, de la Syrie, de la Tunisie et de la Palestine, selon un rapport de l'Agence France-Presse.

Une étude de la force opérationnelle militaire de l'Union européenne (UE) conduite en 2016 projette que les villes côtières de la Libye gagnent jusqu'à 300 à 350 millions de dollars annuellement du fait du trafic des personnes.

Les nations européennes essaient d'aider la Garde-côtes libyenne à arrêter le flux des migrants. En janvier 2017, l'UE a annoncé qu'elle aiderait à former la Garde-côtes libyenne en promettant 3,4 millions de dollars pour cette aide. L'UE a lancé une opération navale appelée Sophia en 2015 pour réprimer les trafiquants, mais l'opération n'est pas autorisée à intervenir dans les eaux libyennes.



Un combattant libyen associé au gouvernement de Tripoli recherche les tireurs embusqués à Syrte. THE ASSOCIATED PRESS

De nombreux migrants atteignent la côte libyenne seulement après un voyage épuisant à travers le désert chaud, depuis le Niger, le Nigeria et d'autres pays subsahariens. En chemin, les migrants se cachent souvent dans des stations de transit établies par des opérations de trafic sophistiquées ou par des agriculteurs qui essaient de gagner facilement un peu d'argent. Certains trafiquants de personnes ont étendu leurs activités vers d'autres types de contrebande, notamment les stupéfiants, l'alcool et les animaux exotiques.

Le trafic des personnes a dévasté le peu de structure économique qui restait en Libye. À tout moment, jusqu'à 20.000 migrants peuvent se trouver dans des centres de détention en attendant leur déportation. Les migrants sont détenus dans des camps bondés et misérables. Selon un reportage du journal hebdomadaire allemand *Welt am Sonntag* en janvier 2017, les migrants détenus sont sujets aux tortures et aux exécutions dans les camps.

## VENTES D'ARMES

Le colonel Kadhafi était un acheteur et un entasseur compulsif d'armes. Lorsqu'il était au pouvoir, on estime qu'il avait dépensé plus de 30 milliards de dollars pour les armes, et les armes provenant de ses dépôts libyens se retrouvent dans tout le continent. On les a retrouvés dans les conflits jusqu'au Mali à l'Ouest et jusqu'en Syrie à l'Est.

La BBC signale qu'il existe un marché en pleine croissance pour les fusils et autres armes de Libye sur les sites des réseaux sociaux, notamment Facebook. La plupart des armes sont mises en vente au sein de groupes fermés ou secrets de Facebook. De telles ventes enfreignent les politiques de Facebook.

La vente des armes libyennes sur les réseaux sociaux a commencé à grimper en 2013, selon un reportage de

la BBC. Bien que Facebook soit le réseau social préféré, presque tout site social est utilisé, notamment Yahoo, Instagram, Telegram et WhatsApp. La plupart des armes échangées sont des pistolets et des fusils. Un fusil AK-47 est typiquement vendu pour environ 1.300 dollars. Un officier de la marine kényane a déclaré à *ADF* que l'AK-47 est maintenant tellement courant que « les initiales "AK" sont devenues un acronyme pour "African Killer", le tueur africain. »

Des chercheurs ont étudié la vente des armes sur l'Internet pour un

rapport commandé par l'Enquête sur les armes légères, groupe qui surveille les armes dans le monde entier. L'un des chercheurs a noté que, en plus de la vente des pistolets, fusils et mitrailleuses, « il y avait aussi les systèmes plus importants qui pourraient avoir un impact sur le champ de bataille ou un emploi terroriste ». Certains systèmes antiaériens, bien que largement obsolètes contre les avions militaires modernes, sont offerts pour un maximum de 62.000 dollars.

## POINT DE DÉCHARGEMENT DES STUPÉFIANTS

Le manque d'ordre public en Libye a transformé ce pays en point de déchargement prisé pour le trafic des stupéfiants.

En 2013, des marins italiens agissant sur une information téléphonique ont arraisonné un gros cargo à destination de la Libye. Le cargo était pratiquement vide — sauf pour 16 tonnes de haschisch.

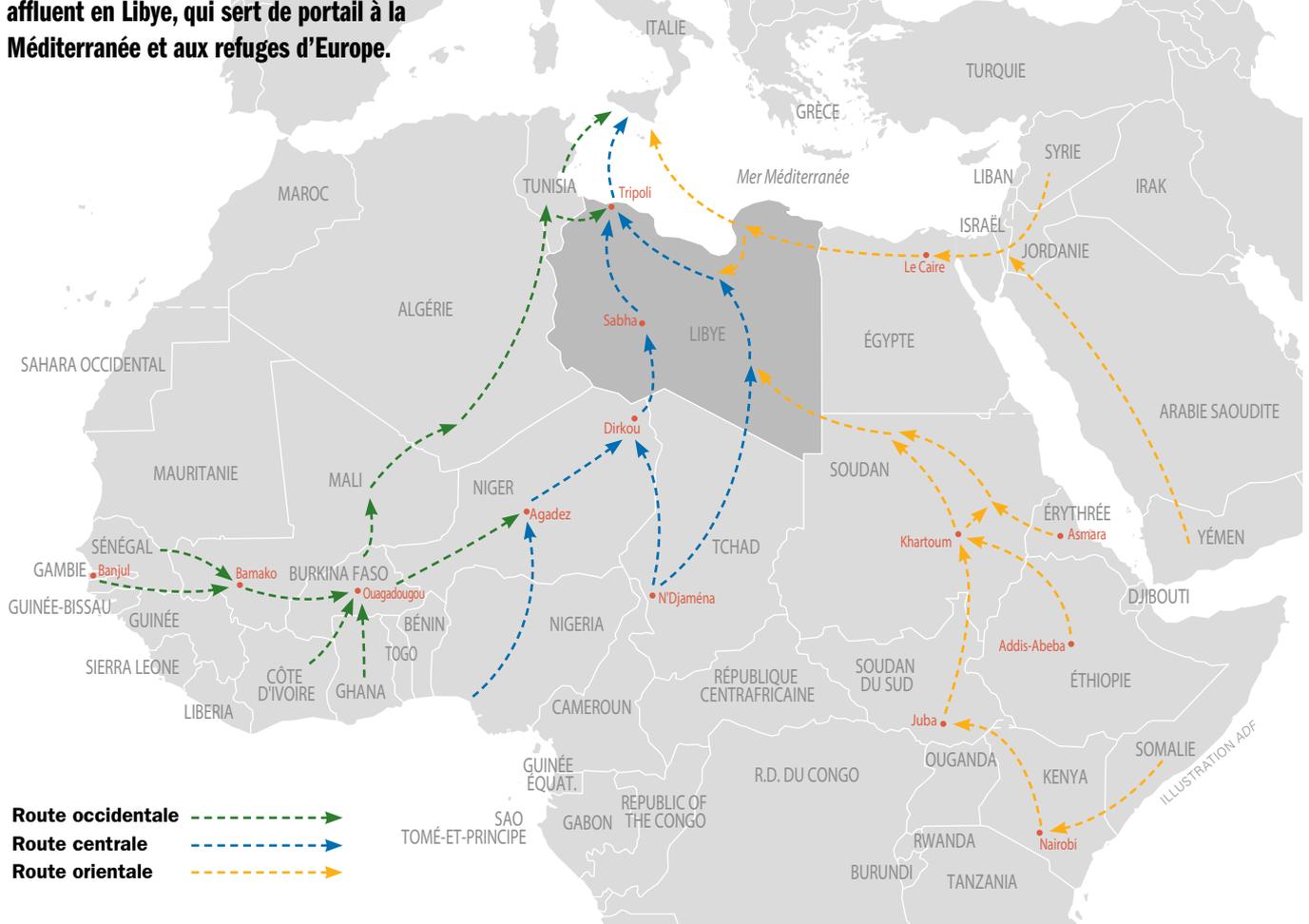
« Il y avait tellement de stupéfiants que nous ne savions pas où les mettre », déclare au *New York Times* l'investigateur Francesco Amico. « Nous avons dû aller louer un entrepôt. »

Les Italiens avaient découvert une nouvelle route du trafic des stupéfiants qui, au lieu du chemin rapide habituel vers l'Espagne, longeait la côte de l'Afrique du Nord, du Maroc à la Libye. Les navires traversaient des zones contrôlées par des groupes armés concurrents, y compris l'EIL.

Le fait que le haschisch ait été transporté sur des navires qui étaient vides par ailleurs, certains aussi longs qu'un terrain de foot, est un témoignage de la valeur de la drogue. Un officiel compara ce transport à l'utilisation d'un semi-remorque de 18 roues pour transporter un seul paquet de cigarettes.

# LA LIBYE EN TANT QUE PASSERELLE

Des migrants d'Afrique et du Moyen-Orient affluent en Libye, qui sert de portail à la Méditerranée et aux refuges d'Europe.



Sources: Gene Thorp/The Washington Post, Frontex

Au cours des trois années suivantes, et agissant sur des infos supplémentaires, les officiels ont intercepté 19 autres navires qui transportaient du haschisch. La cargaison totale de stupéfiants s'est élevée à plus de 280 tonnes, d'une valeur de 3,2 milliards de dollars. Les infos ont disparu mais les officiels pensent que les expéditions continuent. Ils croient que le haschisch est déchargé des navires en Libye et transporté par voie terrestre à travers l'Égypte et vers l'Europe de l'Est.

Les officiels ont déclaré au *Times* qu'ils pensaient que, dans certains cas, l'EIIL était capable de « taxer » les cargaisons en échange d'un passage sûr. Cela serait similaire à la pratique du groupe visant à taxer les stupéfiants en Irak et en Syrie. Le groupe de renseignements IHS Markit déclare que l'EIIL a obtenu 7 pour cent de ses revenus de 2015 de la production, la taxation et la vente des stupéfiants.

« La Libye n'est pas un lieu où les gens consomment du haschisch », déclare au *Times* le procureur italien

Maurizio Agnello. « Donc cette cargaison de stupéfiants est certainement un mode de paiement, une sorte de pièce de monnaie. » Concernant l'EIIL, il ajoute que « cela nous effraie parce qu'ils n'ont pas de limite. Ils font des choses qui seraient impensables pour un mafieux. »

## QUELQUES SIGNES POSITIFS

Parmi le chaos, il y a des signes de tentative de rétablissement d'un gouvernement stable.

- En janvier 2017, la Libye a annoncé qu'elle mettait fin à son moratoire auto-imposé concernant les investissements étrangers dans son industrie du pétrole et qu'elle allait rechercher des partenaires. Avec une production de pétrole de 715.000 barils par jour, son plus haut niveau depuis trois ans, le pays pourrait offrir des investissements attractifs. Il espère produire 1,3 million de barils par jour à la fin de l'année. Mustafa Sanalla de la Libyan National Oil Corp. a déclaré à *Forbes Magazine* que

La destruction continue à Qanfudah, dans la périphérie Sud de Benghazi, après la reprise de la région des mains de l'État islamique par les forces libyennes. AFP/GETTY IMAGES





les investissements étrangers étaient dans « l'intérêt national en faveur du secteur libyen du pétrole et de la Libye en tant qu'état ». Les analystes déclarent que l'augmentation de la production de pétrole est une pierre angulaire de tout plan visant à la reprise de l'économie libyenne criblée de dettes.

- En janvier 2017, la Turquie et l'Italie ont rouvert leur ambassade en Libye. La Turquie est revenue plus de deux ans après avoir fermé son ambassade à cause d'un manque de sécurité. La Turquie a publié une déclaration selon laquelle « la réouverture de l'ambassade permettra à la Turquie de contribuer plus fortement aux efforts de construction de la paix et de la stabilité, ainsi qu'à la reconstruction de la Libye ». L'Italie avait fermé son ambassade en 2015.
- Au début 2017, la France et l'Angleterre rétablissent des liens diplomatiques officiels avec la Libye, mais gardent leurs bureaux en Tunisie. Plusieurs autres pays ont déclaré qu'ils projetaient de rouvrir leur ambassade en Libye à une certaine date en 2017.
- Les forces du pays commencent à enregistrer des succès contre l'EIL. En particulier, la Libye a pris le contrôle de la ville côtière de Syrte, qui avait été contrôlée par l'EIL depuis juin 2015.

### DU TEMPS ET DES EFFORTS SONT NÉCESSAIRES

La Libye peut avoir à nouveau un gouvernement qui fonctionne, mais elle va nécessiter du temps, de l'argent et des efforts. Les investissements dans son industrie pétrolière sont un début, mais avec la

surabondance de pétrole qui existe au début de 2017, les revenus pétroliers ne résoudront pas tous les problèmes du pays.

Les analystes déclarent que la Mission d'appui des Nations unies en Libye et la communauté internationale devront travailler avec la communauté libyenne et les chefs tribaux, ainsi qu'avec les chefs de faction et les commandants de milice, pour rétablir l'ordre.

M. Megerisi, l'analyste politique, déclare que tout accord de partage du pouvoir en Libye nécessitera aussi l'aide des institutions clés telles que la Banque centrale et la National Oil Co. Sur le plan international, il déclare que le blocus d'armes de la Libye doit être mis en application, et que l'Organisation des Nations unies doit être reconnue comme « seule voie de diplomatie internationale avec la Libye ».

La Libye a deux gouvernements concurrents et de nombreuses divisions ethniques et régionales. La communauté internationale doit aider le pays à rétablir l'ordre sous l'égide d'un seul gouvernement unifié.

« Il y a une connexion entre le trafic, la migration et le terrorisme », déclare M. Sanalla, selon un rapport du *Guardian*. « La quantité d'argent que les trafiquants recueillent aujourd'hui est plusieurs centaines de millions de dollars. Avec cela, ils peuvent commettre des attentats terroristes en Europe. C'est une machine criminelle systématique et bien organisée. Nous avons besoin d'une aide internationale pour y mettre un terme. » □

Un ami et un bénévole médical consolent le proche d'un combattant libyen qui a été tué à Syrte pendant la lutte contre l'État islamique.

THE ASSOCIATED PRESS

Des migrants illégaux en route pour l'Europe sont détenus dans un camp à Gheryan, dans la périphérie de Tripoli, en Libye. REUTERS

# UNIS DANS LA LUTTE

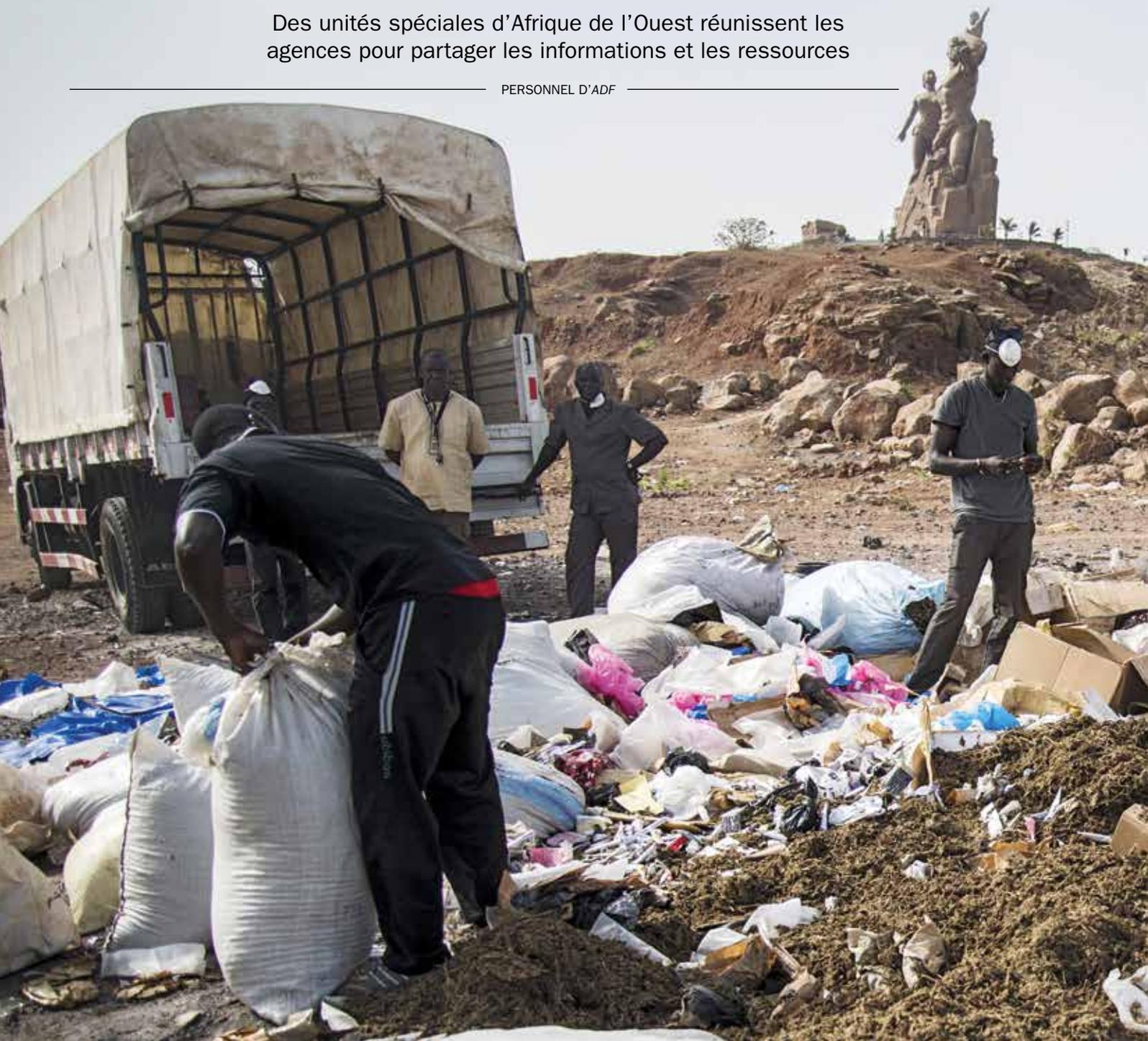
## contre les stupéfiants

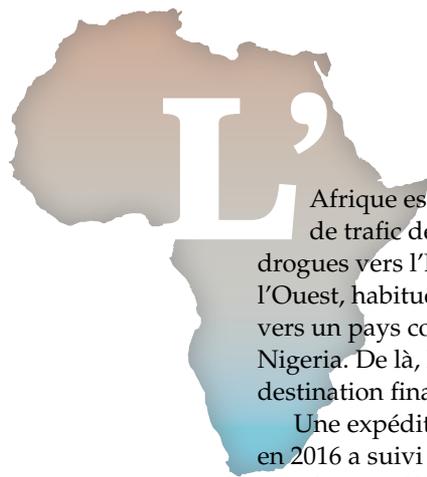
---

Des unités spéciales d'Afrique de l'Ouest réunissent les agences pour partager les informations et les ressources

---

PERSONNEL D'ADF





Afrique est un point de transit dans un réseau mondial de trafic des stupéfiants qui canalise la cocaïne et d'autres drogues vers l'Europe. Les stupéfiants entrent en Afrique de l'Ouest, habituellement en provenance du Brésil, et sont amenés vers un pays comme le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana et le Nigeria. De là, le produit est transporté par air, terre et mer à sa destination finale.

Une expédition majeure de stupéfiants interceptée au Mali en 2016 a suivi ce modèle. L'investigation commença en mai 2016 lorsque l'Office central des stupéfiants (OCS) du Mali confisqua 2,7 tonnes de cannabis à Bamako. Les autorités arrêterent aussi plusieurs personnes à Bamako et à Accra, au Ghana, le lieu de provenance des stupéfiants, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Les officiels ont découvert les stupéfiants dans un véhicule dont le conducteur était payé 230 dollars par voyage entre les deux capitales, ce qui était bien supérieur au salaire mensuel régional. L'investigation a continué et en octobre 2016 les autorités maliennes ont arrêté le chef présumé du réseau de drogue. Les agents de l'OCS et d'une agence homologue du Sénégal ont partagé leurs informations, ce qui a conduit à cette arrestation à Niamey, au Niger.

Les autorités ont attribué leur succès de démantèlement du réseau à deux facteurs : le partage des informations et la formation continue. Les experts conviennent que le succès dépendra largement de la capacité des pays africains à mettre en œuvre ces deux facteurs avec succès, au sein de leurs propres organismes nationaux et avec les pays voisins.

Un effort assez récent en Afrique de l'Ouest a accru encore plus la coopération inter-agences, et cet effort porte ses fruits.

Les autorités se préparent à incinérer des drogues illégales saisies à Dakar, au Sénégal.

REUTERS

## LE PROBLÈME EN AFRIQUE DE L'OUEST

Un rapport de 2014 publié par la WACD (West Africa Commission on Drugs, Commission ouest-africaine de drogues) déclare que les cartels se sont associés à des partenaires locaux pour faire de la région un chemin de transit pour amener les stupéfiants depuis l'Amérique du Sud vers l'Europe et depuis l'Asie vers l'Amérique du Nord. Les trafiquants ont dépassé le stade de la marijuana et la cocaïne pour se concentrer maintenant sur les stupéfiants synthétiques tels que les stimulants de type amphétamine (STA), selon le rapport.

Les premiers labos de STA à être démantelés dans la région étaient en Guinée en 2009, selon un rapport de 2016 de l'ONUDC. L'organisme national de lutte antidrogue du Nigeria en a démantelé au moins une douzaine depuis le milieu de 2011.

## Les opiacés, la cocaïne et la méthamphétamine circulent en Afrique

L'Afrique de l'Ouest est devenue productrice et exportatrice de la méthamphétamine, qui est amenée vers l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est par l'Europe et l'Afrique australe. Les opiacés tels que l'héroïne proviennent typiquement d'Asie centrale et traversent parfois l'Afrique de l'Ouest à destination de l'Europe et l'Amérique du Nord. La cocaïne, en provenance de l'Amérique du Sud, circule vers l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest, puis vers l'Europe.

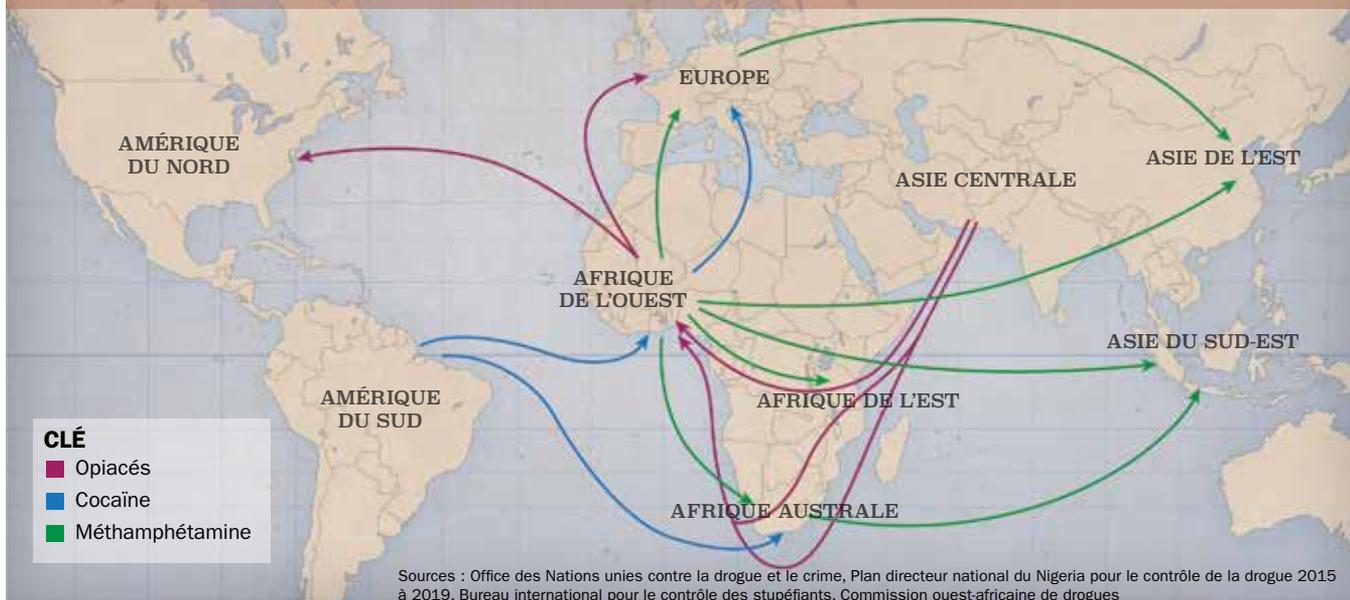


ILLUSTRATION D'ADF

Les saisies de STA en Afrique de l'Ouest ont augmenté de 480 pour cent entre 2012 et 2013, et les autorités de la Côte d'Ivoire ont confisqué 86 pour cent des 1.414 kilos saisis pendant cette période.

Le trafic de stupéfiants vaut des centaines de millions de dollars en Afrique de l'Ouest, où de nombreux pays émergent de plusieurs années de conflit politique et de violence. L'histoire récente de la région a produit des institutions gouvernementales et sécuritaires faibles que les réseaux de trafiquants peuvent facilement exploiter et contourner. Les trafiquants « bénéficient aussi de vastes réseaux de facilitateurs et d'intermédiaires dans les secteurs formel et informel qui leur assurent un accès facile aux aéroports, aux ports, aux installations de stockage et de transport, aux systèmes de communication et aux documents gouvernementaux », déclare le rapport WACD.

Les groupes criminels organisés du Nigeria sont souvent à l'avant-garde du trafic de cocaïne et ont maintenant « atteint le niveau des groupes d'Amérique latine en ce qui concerne leur capacité d'approvisionner, de financer et de transporter des quantités en vrac de cocaïne depuis l'Amérique latine vers l'Afrique, l'Europe et ailleurs », selon le « Rapport des marchés de stupéfiants de l'UE : analyse approfondie » de 2016. Les gangsters nigériens sont aussi parmi les groupes les plus actifs

**Les trafiquants ont dépassé le stade de la marijuana et la cocaïne pour se concentrer maintenant sur les stupéfiants synthétiques tels que les stimulants de type amphétamine.**

impliqués dans le trafic mondial de la méthamphétamine.

### COOPÉRATION RÉGIONALE

Le trafic illicite, notamment celui des stupéfiants, continue à être un problème majeur en Afrique de l'Ouest. La présence de ces crimes menace et déstabilise les institutions sociales et politiques. Une grande partie de cette région est, depuis des années, rongée par la violence et la guerre civile. Selon l'ONUDDC, ce problème est exacerbé par les différences de langue, les rivalités nationales, le

manque de capacités techniques de communication et les déficits de connaissance et de formation parmi les organismes régionaux d'application de la loi.

« De telles formes de crime transnational organisé peuvent seulement être combattues par des organismes de mise en application de la loi proactifs et bien coordonnés, qui utilisent toutes les informations et les ressources disponibles au sein d'un pays, ainsi que les formes internationales de coopération opérationnelle », selon l'ONUDDC.

L'Initiative pour les côtes de l'Afrique de l'Ouest (WACI) est le résultat de la collaboration entre l'ONUDDC, d'autres bureaux de l'ONU et Interpol, qui travaillent ensemble pour soutenir les objectifs de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest visant à faire face aux problèmes des stupéfiants et du crime organisé. Les buts de WACI comprennent :



- Développement de la capacité de coopération nationale, régionale et internationale concernant la mise en application des lois.
- Création d'unités contre le crime transnational (TCU) pour coordonner la mise en application des lois, l'échange d'information et la collecte des renseignements parmi les organismes nationaux.
- Accroissement du développement des capacités régionales et nationales, principalement en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Liberia et en Sierra Leone.

Les TCU sont au centre des efforts de lutte contre le trafic des stupéfiants en Afrique de l'Ouest. La première s'est ouverte en Sierra Leone en 2010, et la Guinée-Bissau et le Liberia ont établi des TCU en 2011. L'ONUDC fournit aussi une assistance consultative régulière pour l'établissement d'une TCU fonctionnelle en Côte d'Ivoire. Des dirigeants ont été désignés pour

son centre et il pourrait ouvrir vers le milieu 2017.

« Nous avons constaté que de très bons résultats opérationnels avaient été enregistrés », déclare Pierre Lapaque, représentant régional du Bureau régional de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale à Dakar, au Sénégal.

Il est prévu d'ajouter aussi une TCU en Guinée, mais les négociations avec le gouvernement sont toujours en cours et le financement des donateurs n'a pas été obtenu. Il est improbable qu'elle ouvre cette année, déclare M. Lapaque.

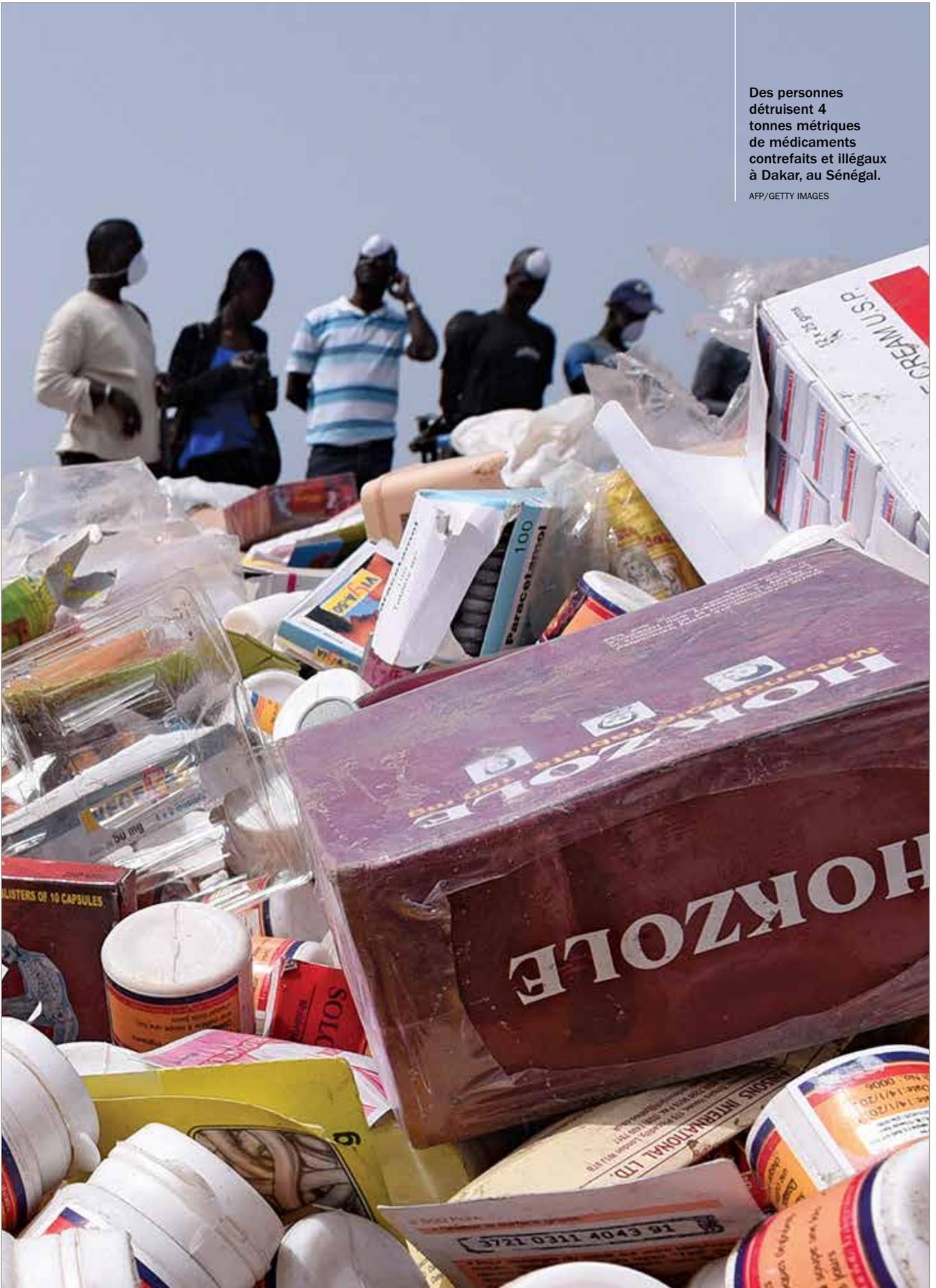
Les TCU permettent à une grande variété d'organismes de mise en application de la loi et de sécurité de partager des locaux et de travailler ensemble. Les forces de police nationales, les gendarmes, le personnel des renseignements nationaux, la douane, l'immigration,

**La cocaïne est l'une des drogues faisant le plus fréquemment l'objet d'un trafic en Afrique.**

AFP/GETTY IMAGES

Des personnes détruisent 4 tonnes métriques de médicaments contrefaits et illégaux à Dakar, au Sénégal.

AFP/GETTY IMAGES





Des agents libériens de lutte contre la drogue montrent les stupéfiants saisis en 2015 à Bo Waterside, passage frontalier entre le Liberia et la Sierra Leone.

AFP/GETTY IMAGES

les autorités des ports et des aéroports et les officiers luttant contre la corruption peuvent tous faire partie des TCU. « Il appartient au pays individuel de décider des organismes qui doivent faire partie de la TCU », déclare M. Lapaque.

Selon cette idée, la représentation conjointe des diverses agences évitera le travail en « vase clos » qui empêche le partage des informations. L'ouverture de ces vases clos est l'objet principal des TCU. Des résultats sont obtenus, déclare M. Lapaque, lorsque le personnel commence à se faire mutuellement confiance. Les informations sont aussi transmises des divers organismes aux TCU, où elles peuvent être analysées, disséminées et utilisées pour conduire des opérations, soit par la TCU elle-même soit par les organismes membres de la TCU. Le processus peut être lent mais les choses s'améliorent et les résultats sont évidents.

En juin 2016, la TCU de la Sierra Leone a appuyé une investigation internationale de trafic de stupéfiants dans un partenariat avec les autorités espagnoles, qui a conduit à la saisie d'un navire battant pavillon de la Sierra Leone dans la mer Méditerranée. Le navire transportait plus de 2 tonnes métriques de résine de cannabis et les autorités

ont arrêté sept membres de l'équipage. Depuis que la TCU de la Sierra Leone a été établie en 2010, elle a investigué plus de 500 affaires, intenté des poursuites contre 350 personnes environ, et saisi 28 tonnes de marijuana, 142 kilos de cocaïne et 3 kilos d'héroïne, déclare M. Lapaque.

La TCU de la Guinée-Bissau a investigué plus de 70 affaires et poursuivi 83 personnes. Le Liberia a traité 59 affaires et arrêté et poursuivi 59 personnes.

Jusqu'à présent, les TCU ont fonctionné nationalement et régionalement, et cela est important dans une région qui affronte maintenant un éventail complexe de crimes liés aux stupéfiants. Il y a vingt-cinq ans, la région était surtout sujette à la consommation et au trafic de marijuana. Aujourd'hui, tous les types de stupéfiant font l'objet d'un trafic et l'Afrique de l'Ouest n'est pas seulement une région de transbordement. C'est une région qui produit, trafique et consomme tous les types de stupéfiants.

Il y a aussi eu une augmentation des liens entre le trafic des stupéfiants et l'extrémisme violent, déclare M. Lapaque.

« Il est très important de comprendre qu'il ne sera pas facile de stabiliser le monde si l'Afrique n'est pas stable », déclare M. Lapaque. « C'est donc quelque chose qui doit être clair et à quoi tout le monde doit faire attention. Nous ne pouvons pas laisser en arrière des points ou des régions faibles. » □

# USAMA



# *viser les trafiquants*

UNE OPÉRATION À L'ÉCHELLE CONTINENTALE SOUTENUE PAR INTERPOL  
CONDUIT À **4.500 ARRESTATIONS EN DEUX JOURS** PERSONNEL D'ADF



# A

u cours d'un coup de filet à l'échelle continentale qui a duré 48 heures, 1.500 policiers se sont dispersés à travers 22 nations et ont procédé à 4.500 arrestations.

Certains des crimes qu'ils ont découverts étaient mineurs : en Érythrée, les autorités ont arrêté un homme muni d'un faux passeport dans un aéroport. D'autres crimes

étaient plus sérieux, comme en Tanzanie où 9 personnes ont été inculpées pour la possession de 1,2 tonne métrique d'ivoire. D'autres encore ont dévoilé des liens internationaux et l'existence d'organisations professionnelles : pendant le contrôle de la cargaison d'un vol arrivant au Soudan, les autorités ont trouvé 88.000 comprimés du stupéfiant Captagon cachés à l'intérieur de chargeurs de téléphone.

Désignée Usalama III en code, cette opération visait les trafiquants de drogues et d'êtres humains, les braconniers et les criminels transnationaux qui parasitent l'Afrique. Ces criminels ont toujours su tirer avantage du manque de coopération policière et des frontières poreuses.

Usalama, mot qui veut dire « sécurité » en swahili, est une opération conduite par les organismes de chefs de police d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est, avec le soutien d'Interpol, organisme international de police. Sa planification s'est déroulée au cours de plusieurs réunions en 2016, y compris une conférence de deux jours à Maputo au Mozambique. Afin de faciliter la préparation, Interpol et les autorités locales ont passé leur base de données internationale au peigne fin pour rechercher des articles déclarés volés ou des individus connus pour leur implication dans le trafic transfrontalier.

« La possibilité d'accéder aux bases de données d'Interpol a joué un rôle important dans le succès de l'opération et a établi de nouveau la nécessité d'un échange de renseignements au niveau international », déclare l'inspecteur général Joseph Boinnet des services de police kenyans. « Les opérations comme Usalama montrent bien ce que nous sommes capables de faire lorsque les forces de l'ordre travaillent ensemble de façon rapprochée. »

L'intervention du 29 et du 30 juin 2016 a rassemblé des officiers de police ainsi que des autorités des douanes, de l'immigration, des agences de protection de la faune, des unités anti-terroristes et des autorités minières. Les nations participantes ont couvert les points d'entrée nationaux, y compris les aéroports, les ports et les frontières terrestres, afin de pouvoir contrôler autant de personnes, de véhicules et de conteneurs que possible. Interpol a aussi fourni l'appui sur le terrain à partir de ses bureaux à Harare, Zimbabwe, et à Nairobi, Kenya.

« L'opération Usalama III reflète bien l'importance de la coopération interrégionale et multilatérale dans la lutte contre le crime organisé et transnational », déclare Julio Dos Santos Jane, président de l'Organisation de coopération des chefs de police régionaux d'Afrique Australe et commandant général de la police du Mozambique. « Les résultats montrent aussi qu'il est vital de regarder au-delà

des frontières afin de prévenir le crime et d'empêcher les criminels d'échapper à la justice. »

## Le Succès de l'Ouganda

Dans le pays enclavé de l'Ouganda, les autorités participant à Usalama ont découvert de nombreux types de crimes. La police a retrouvé des voitures volées au Royaume-Uni et ailleurs en Europe qui avaient été envoyées dans le pays puis dépouillées des détails reconnaissables avant d'être revendues.

« Il s'agit d'un problème très important. Que j'affirme le contraire assis dans ma chaise serait vous mentir », déclare Asan Kasingye,

directeur du bureau d'Interpol en Ouganda, pendant une conférence de presse. « Les gens perdent des voitures. Les véhicules sont volés sur les parkings, ils sont volés aux gens lorsqu'ils arrivent à leur portail. »

M. Kasingye a déclaré que pendant les deux versions précédentes d'Usalama, la coopération entre son bureau et l'agence nationale britannique contre le crime s'est améliorée, conduisant à un partage régulier des informations. En outre, le Royaume-Uni a mandaté des experts en trafic de véhicules pour former les officiers ougandais sur des méthodes alternatives d'identification des véhicules. À la suite d'Usalama, 23 véhicules ont pu être rapatriés au Royaume-Uni.

« Au cours des deux dernières années d'opérations, nous avons assisté à une évolution de notre coopération qui est passée d'un simple échange d'informations à un échange d'expertise », déclare-t-il. « Maintenant que nous travaillons ensemble, nous sommes en mesure de constater même la diminution du nombre de véhicules volés au Royaume-Uni à destination de l'Ouganda. »

Au cours de l'opération, les autorités ougandaises ont découvert un autre réseau international de trafic et de contrebande de véhicules volés avec des liens en République démocratique du Congo (RDC), un pays voisin. Ils ont établi que pendant les cinq années précédentes, 414 véhicules



Des agents de la police sud-africaine perquisitionnent une voiture à Pretoria. L'Afrique du Sud figure parmi les 22 pays participant à Usalama III, une opération de deux jours visant le crime transnational. AFP/GETTY IMAGES

Les autorités soudanaises ont trouvé ces munitions illégales pendant Usalama III, opération policière continentale de deux jours visant le crime transnational. INTERPOL

avaient été volés en Ouganda et emmenés en RDC pour être revendus. M. Kasingye déclare que ce type de trafic prospère grâce aux frontières poreuses, à un environnement favorable dans l'Est de la RDC, à des lois divergentes, à la corruption et à la coopération limitée entre les deux pays.

« Les véhicules sont volés par des personnes à qui on les a confiés », déclare M. Kasingye. « Le racket des contrebandiers de voitures en RDC implique des hauts responsables de la sécurité. C'est pourquoi nous avons décidé que le ministère des

Affaires étrangères reprendrait les engagements en main ainsi que les procédures éventuelles de rapatriement. »

M. Kasingye espère que la RDC acceptera l'invitation de participer à la prochaine version d'Usalama et que le pays rejoindra peut-être l'Organisation de coopération des chefs de police de l'Afrique de l'Est. Il souhaite aussi que les membres de la police des frontières ougandaise aient accès à la base de données d'Interpol de façon à pouvoir contrôler si les véhicules à destination de la RDC figurent sur la liste des véhicules volés. Pour cela, l'accès à l'internet dans les zones éloignées est nécessaire. « Si nous avons accès à deux ou trois points le long de la frontière, nous pourrions

réduire le problème d'environ 70 pour cent », déclare-t-il.

En outre, l'opération Usalama a permis de démanteler un réseau de contrebande d'animaux sauvages en Ouganda et de saisir 20 kilos d'ivoire, trois tortues, six oies grises, 12 œufs d'autruche, des peaux de léopards et d'autres produits issus d'animaux sauvages. Pendant des opérations d'infiltration séparées, les autorités ont découvert et brûlé 22 hectares consacrés à la culture de stupéfiants, saisi plus de 1.000 kilos de stupéfiants et identifié 17 victimes de la traite humaine.

### « La validation du concept »

Il s'agissait de la quatrième version d'Usalama, la première de ces opérations ayant eu lieu en 2013. Les experts déclarent qu'il

n'est pas pratique de mobiliser autant de ressources de sécurité à travers autant de pays de façon régulière. Néanmoins, Laurence Cline, agent retraité des services de renseignements de l'Armée de terre des États-Unis et enseignant à Troy University, déclare que les opérations comme Usalama ont un objectif plus large.

« Cela peut permettre de créer un environnement où les gouvernements eux-mêmes vont y croire », déclare-t-il. « Usalama impliquait un certain nombre de prouesses, mais peut également servir, à mon avis, comme validation du concept pour promouvoir plus de coopération au long terme. »

M. Cline a fait des recherches sur la question du partage de renseignements en Afrique, qu'il a détaillées par écrit. Il déclare que la coopération régionale entre les forces de police a traditionnellement été compliquée par de nombreux facteurs. Il compte parmi ceux-ci une histoire coloniale fondée sur la division, le manque de confiance, les barrières linguistiques, la pression exercée par les partenaires étrangers qui privilégient les relations bilatérales plutôt que régionales.

« Je ne vois rien au niveau régional qui ressemble à une coopération policière au long terme, régulière, quotidienne et nationale », déclare-t-il. « Ce que je vois, par contre, c'est que si les gouvernements s'abstiennent plus ou moins d'entraver le chemin aux services de police pour ce type de question, alors nous ferons sans doute des progrès importants. »

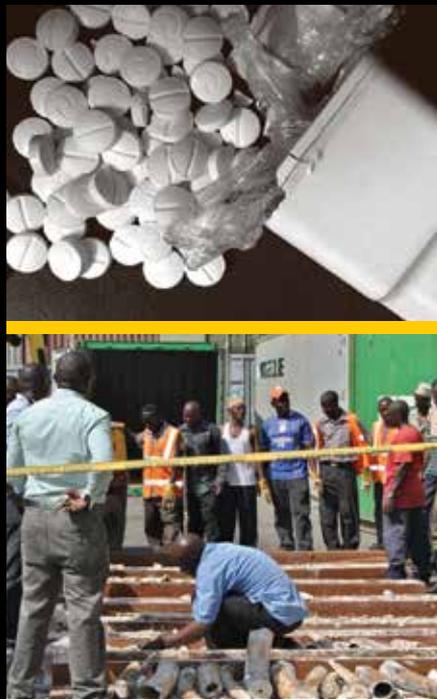
Pour M. Cline, l'avenir des partenariats de sécurité en Afrique doit se construire sur des fondations solides. Il pense que les forces de police vont développer les partenariats transfrontaliers, ce qui amènera les gouvernements à être plus enclins à partager les renseignements au niveau bilatéral, et plus tard, au niveau régional.

« Là où je constate une coopération très active, c'est au niveau le plus bas des échelons, essentiellement celui où les gens qui travaillent vraiment sur le terrain sont en mesure de le faire, et ils le font avec plus d'efficacité que dans le cadre d'un gouvernement à un autre », déclare-t-il.

Les chefs de police africains travaillent sur le développement d'un organisme de police continental dénommé « Afripol ». Un document signé par 40 chefs de police africains en 2014 reflète la nécessité de mettre en place une structure afin de « promouvoir la coordination policière en Afrique au niveau stratégique, opérationnel et tactique par le biais de l'évaluation des menaces, l'analyse des renseignements criminels, la planification et la mise en œuvre des actions. » En décembre 2015, le siège d'Afripol a été inauguré à Alger, en Algérie.

Bien que l'initiative Afripol soit toujours confrontée à des difficultés bureaucratiques, les actions efficaces comme Usalama créent la dynamique nécessaire à son envol.

« L'opération Usalama III a montré ce que nous pouvons réaliser grâce à l'engagement des pays et à l'expertise des services de police de première ligne, avec l'appui d'Interpol au niveau international », déclare Elizabeth Kuteesa, directrice de l'unité de soutien international et régional d'Interpol. « Il s'agit d'une réponse forte et coordonnée aux problèmes criminels sérieux auxquels ces régions font face, et Interpol continuera à fournir un soutien dans le suivi des arrestations. » □



Les fonctionnaires soudanais ont retrouvé 88.000 comprimés du stupéfiant Captagon à l'intérieur de chargeurs de téléphone pendant Usalama III. INTERPOL

Les autorités inspectent des défenses d'éléphant découvertes dans des caisses en bois remplies de cire et de poudre de craie pour cacher les produits illégaux. Les autorités ont saisi les caisses à Mombasa, le plus grand port commercial du Kenya. AFP/GETTY IMAGES



# LA **COOPÉRATION** CONTINENTALE

# UN ENTRETIEN AVEC **ASAN KASINGYE**

Directeur d'Interpol en Ouganda

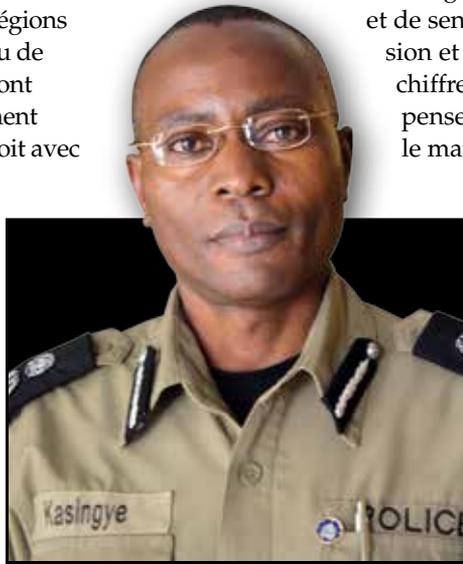
*Asan Kasingye est le directeur d'Interpol et des Relations internationales en Ouganda. Il occupe également la fonction d'inspecteur général adjoint pour les forces de police de l'Ouganda. Il a accepté de nous parler au téléphone au sujet de l'opération Usalama et des efforts fournis par son pays pour lutter contre le crime transnational. Après la fin de cet entretien, M. Kasingye accepta la nouvelle position de porte-parole de la police. Ses remarques ont été adaptées au format de cet article.*

**ADF : Pendant Usalama III, vos agents ont saisi plus de 1.000 kilos de stupéfiants. Quelle est l'étendue du problème des drogues en Ouganda et en Afrique de l'Est en général ?**

**KASINGYE :** Je pense que l'un des problèmes les plus importants est que l'Ouganda est un pays de transit mais également de consommation de stupéfiants. Par conséquent, nous assistons à présent à une augmentation de la présence des stupéfiants dans le pays, notamment en ce qui concerne les plantations de cannabis. Le Cannabis sativa devient presque une culture commerciale, particulièrement en Ouganda occidental et dans certaines régions du centre du pays. Compte tenu du niveau de pauvreté dans le pays, plus de personnes ont recours à ce type de culture. Je sais également que ce type de trafic fonctionne en lien étroit avec bien d'autres formes de criminalité. Notre région des Grands Lacs est déchirée par les problèmes politiques et la guerre, et certains des groupes présents ont recours aux crimes transnationaux et environnementaux tels que le trafic d'ivoire, le vol de véhicules et, maintenant, le trafic de drogues pour financer les armes utilisées dans ces guerres. Il s'agit là du plus gros problème auquel nous faisons face. Nous sommes également confrontés à des défis d'ordre juridique. Notre régime juridique est un peu faible. Je pense que, lorsqu'on est arrêté en Ouganda pour trafic de drogues, la peine maximale est fixée à 1 million de shillings ougandais, soit environ 300 dollars, ou un an de prison, voire les deux combinées dans les cas les plus extrêmes. Il ne s'agit pas de mesures aptes à décourager les trafiquants dans leurs activités.

**ADF : L'opération a permis d'identifier 17 victimes de trafic d'êtres humains. Est-ce un problème d'envergure en Ouganda ? Les victimes sont-elles kidnappées ou se soumettent-elles volontairement ?**

**KASINGYE :** Nous n'avons pas vu beaucoup de cas de kidnapping vers d'autres pays. Ce qui se passe, c'est que 99 pour cent des victimes de la traite des personnes sont consentantes. Il s'agit néanmoins de trafic d'êtres humains. On ne leur dit pas la vérité, on leur ment en promettant un travail bien rémunéré au Moyen-Orient, alors que certaines entreprises ne sont même pas légitimes. Les victimes sont transportées hors du pays pour aller en Oman, au Qatar, aux Émirats arabes unis, en Malaisie, en Indonésie, et il existe de nombreux problèmes par rapport à cela. Pour informer les gens, nous avons augmenté les programmes d'éducation et de sensibilisation à la radio, à la télévision et par le biais des réseaux sociaux. Les chiffres semblent néanmoins augmenter. Je pense qu'une des raisons pour cela, c'est le manque d'emplois. Même lorsque les gens sont victimes de la traite, si vous leur demandez les raisons ils vous répondent : « Nous n'avons pas de travail. Alors nous quittons le pays pour tenter notre chance. »



**ADF : Cette opération représente un partenariat d'envergure entre l'Organisation pour la coopération des chefs de police de l'Afrique de l'Est (EAPCCO), l'Organisation pour la coopération régionale des chefs de police de l'Afrique australe (SARPCCO) et Interpol. Comment décrivez-vous le partenariat entre ces organismes ? Peut-on parler d'expansion et d'amélioration dans le temps ?**

**KASINGYE :** Depuis la première opération mise en œuvre il y a 4 ans, EAPCCO a compris qu'il est essentiel d'établir une coopération permanente. Un appel à la coopération totale entre toutes les régions d'Afrique a alors été lancé, et je vous assure que c'est ainsi qu'Afri-pol a vu le jour. Le siège d'Afri-pol a été inauguré l'année



Un agent de police ougandais monte la garde dans les rues de Kampala. REUTERS

dernière à Alger, en Algérie. Les chefs de police de 54 pays africains ont validé le mécanisme de coopération. Si à présent nous pouvons partager les renseignements et les bases de données en Afrique, nous verrons une réduction des chiffres de la criminalité. Par exemple, il est très facile pour les criminels internationaux trafiquant les stupéfiants de se déplacer entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est parce que la coopération entre ces deux régions est limitée. Il en résulte que nous constatons que beaucoup de drogues arrivent dans notre région à partir du Nigeria, du Liberia, de la Guinée, du Togo, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Mais grâce à ce type de mécanisme, je suis certain que nous constaterons une diminution importante. Le deuxième point, c'est le terrorisme. Ce mécanisme nous permettra d'assurer une coordination et un partage des renseignements sur les terroristes et les combattants étrangers. Afin de résoudre ce problème, une participation au niveau de l'Afrique entière nous permettra de voir comment nous pouvons partager les renseignements et mettre fin à ce problème définitivement. L'effort de coopération entre SARPCCO et EAPCCO est très important, mais ce qui est plus probant encore, c'est la naissance d'Afripol, et je pense que cela renforce Interpol car l'Afrique fonctionne maintenant comme un seul grand organisme face à la criminalité internationale, alors qu'autrefois Interpol considérait l'Afrique comme quatre sous-régions. Nous sommes fiers de disposer maintenant du mécanisme d'Afripol qui



Des agents de police ougandais sécurisent une scène de crime à Kampala. AFP/GETTY IMAGES

permet une coordination au niveau de toute l'Afrique.

**ADF : Où en est l'état d'avancement d'Afripol d'un point de vue opérationnel ?**

**KASINGYE :** Au départ, nous faisons face à un mécanisme expérimental, mais il a maintenant été lancé en entier. Je suis certain que beaucoup de pays africains ont nommé des membres de leur équipe pour aller à Alger et commencer à travailler sur les divers programmes d'Afripol. Plus tard, nous allons utiliser le réseau de communication d'Interpol pour partager les données et les renseignements et assurer une coordination plus importante. Nous n'y sommes pas encore, mais je peux vous garantir que d'ici à un an à peu près, nous devrions être pleinement opérationnels.

**ADF : Il semblerait que l'un des aspects les plus importants d'Usalama est de surmonter les**



**obstacles et d'établir des rapports de confiance. Maintenant que vous avez travaillé avec d'autres chefs de police dans la région, quelle importance donnez-vous à ces relations professionnelles dans le démantèlement des réseaux criminels transnationaux ?**

**KASINGYE :** Oui, c'est une grande avancée. Par exemple, je connais chacun des responsables du Bureau central national (NCB) au sein des régions EAPCCO et SARPCCO. Je peux prendre mon téléphone et m'adresser au responsable du NCB à Pretoria, dont je connais le nom et l'aspect. Je peux appeler quelqu'un d'autre dont je connais le nom et l'aspect au Mozambique, en Angola, au Swaziland, au Lesotho, au Malawi, etc. Je peux appeler tous ces gens, car nous nous connaissons. Par exemple, je parle tous les jours à la responsable du NCB au Malawi. Elle me parle des véhicules qui ont été détournés du Malawi et qui sont maintenant acheminés vers l'Ouganda. Je peux donc informer mon personnel et les envoyer à la recherche de ces véhicules. Nous avons pu partager directement des renseignements sur

les vols de véhicules à Pretoria et Johannesburg en Afrique du Sud, qui sont ensuite acheminés vers Kampala. Et c'est ainsi que nous avons résolu ce problème.

**ADF : Pouvez-vous nous donner un exemple de trafic intra-Africain que vous tentez de démanteler ?**

**KASINGYE :** Nous commençons à découvrir de nouvelles routes pour la traite des personnes. Plutôt que d'aller au Moyen-Orient, des gens originaires de l'Éthiopie, de la Somalie, de l'Érythrée, de Djibouti, de l'Ouganda, du Kenya et de la Tanzanie qui partent pour l'Afrique du Sud. Ils appellent cela « la poursuite de la route du Sud ». Il y a deux ans, une cinquantaine de personnes sont mortes suffoquées à bord d'un véhicule, un wagon qui était parti de l'Éthiopie à destination de l'Afrique du Sud. Arrivés en Tanzanie, ils sont morts suffoqués. Je pense que cela a fait 48 victimes. C'est à ce moment-là que nous nous sommes rendus compte de l'envergure de ce problème. Comment peut-on transporter des gens dans un conteneur, sur un véhicule qui part d'Éthiopie pour traverser tous ces pays ? Nous allons maintenant

nous assurer d'affronter ce problème particulier. C'est un problème énorme que nous devons résoudre.

Finalement, nous partageons beaucoup d'information au sujet des crimes environnementaux. La plupart des trafiquants d'ivoire et de cornes de rhinocéros possèdent des bases en Afrique du Sud, au Zimbabwe et en Zambie. À présent, nous sommes en mesure de mieux coopérer avec ces pays. Je pense que nous sommes de plus en plus organisés et robustes, que nous partageons plus de renseignements, et que nous avons plus de succès, ce qui implique que nous avons réduit le problème. Oui, le programme Usalama commence à donner des résultats, et mon souhait est que nous puissions le mettre en place chaque année et partager nos renseignements, car une des difficultés c'est que certains pays ont une structure de partage des données nationales seulement avec d'autres pays. Je sais qu'avec le temps, la loi permettra de nous inclure dans ce partage, et c'est ainsi que nous allons résoudre ce problème. Nous sommes dans une position meilleure qu'il y a quatre ans. □



# LA SANTÉ MENTALE PREND SON ENVOL EN AFRIQUE DU SUD





PERSONNEL D'ADF

Chaque octobre, alors que le printemps sud-africain cède la place à l'été, le ciel du Cap prend des couleurs kaléidoscopiques. Un mélange surprenant de créatures, réelles et imaginaires, rejoignent les oiseaux pour prendre leur envol.

Les poissons s'envolent, aussi bien que les rats-laveurs, les chats, les calmars, les tigres et les baleines. Parfois, un dragon apparaît, son corps serpentin se balançant en va-et-vient. Chacun est arrimé à une corde et il monte et descend selon les caprices des brises saisonnières de la ville.

Les gens viennent du monde entier pour participer au Festival international de cerfs-volants du Cap. Le 22<sup>ème</sup> événement annuel, tenu en octobre 2016, accueillait des enthousiastes du cerf-volant venus du Canada, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Nouvelle-Zélande et de Singapour, selon un reportage du *Cape Times*. L'événement a bénéficié Cape Mental Health, afin de « sensibiliser le public sur l'importance de la santé mentale et souligner le lien entre le bien-être physique et le bien-être mental », selon la page Facebook de l'événement. Cape Mental Health, organisme sans but lucratif, offre des services de santé gratuits à ceux qui vivent dans le Cap occidental.

En plus de l'éventail des cerfs-volants, les participants peuvent assister à des spectacles et participer à des ateliers et des concours de cerf-volant.

« Notre mission consiste à aider les gens à réaliser leur potentiel et surmonter les défis liés à la santé mentale qu'ils peuvent affronter », a déclaré au *Times* Ingrid Daniels, directrice de Cape Mental Health. « Les cerfs-volants sont l'un des outils que nous utilisons. Presque tout le monde se sent plus léger en levant simplement la tête et en regardant vers le ciel. »

RIVALITÉS  
ANCESTRALES

# ARMES MODERNES



Des hommes Turkana assis avec leur fusil près de Baragoy au Kenya. Des épisodes violents de vol de bétail ont conduit le gouvernement à mettre un frein aux armes illégales dans le Nord-Ouest du Kenya. REUTERS

## Les affrontements au Kenya exposent la nécessité de contrôler les armes illégales

PERSONNEL D'ADF

Dans le Nord-Ouest du Kenya, le vol de bétail n'est rien de nouveau. C'est un mode de vie dans ces rudes contrées depuis des générations. Les jeunes hommes des tribus Turkana et Pokot se côtoient dans cette région semi-aride ; on leur enseigne que la protection du bétail est nécessaire à leur survie, quitte à prendre dans certains cas celui du voisin de force.

Au cours de ces dernières années, cependant, cette pratique tourne au meurtre. Les armes à feu ont remplacé les flèches et les lances traditionnelles. L'eau, toujours rare, a désormais disparu. Les éleveurs sont désespérés.

Le monde a été témoin de cette violence en 2015. À l'aube du 4 mai, des centaines d'hommes Turkana descendent sur le petit village de Nadome, criblant de balles les huttes en torchis. Les habitants racontent comment les hommes ont formé un cercle autour des habitations pour empêcher les gens de s'échapper et ont commencé à tirer au hasard.

« J'ai entendu le premier coup de feu mais avant que je n'aie le temps de réagir, toute la *manyatta* était ensevelie sous le son assourdissant de rafales alors que les attaquants tiraient à l'aveuglette », explique un homme de 36 ans au journal *The Standard*. « Je me suis mis un peu en retrait et une balle m'a atteint sur le côté gauche de la tête. »

Au bout du compte, les assaillants sont repartis avec 3.000 chèvres, mais ce butin fut remporté à un prix effroyable : l'attaque avait fait plus de 60 morts. Un journaliste qui s'est rendu sur place a fait état de l'odeur écoeurante de la mort et de la scène éprouvante d'une mère décédée avec son bébé, également mort et encore attaché au dos de sa maman. « C'est une scène sortie tout droit de l'enfer », a écrit le reporter, Vincent Mabatuk.

En quête de vengeance, les hommes Pokot partirent à leur tour à la recherche des assaillants, faisant encore des douzaines de morts, selon un reportage dans *The Standard*.

En réponse à ce massacre et à d'autres, le gouvernement du Kenya a lancé une initiative pour confisquer les armes illégales dans quatre comtés du Nord-Ouest. Les armes à feu illégales circulent en grande quantité dans le pays. Aux abords de Nairobi, un pistolet

de contrebande se vend pour 80 dollars ou moins. Les armes telles que l'AK-47 se vendent pour 140 dollars. Les éleveurs échangent régulièrement leur bétail contre des armes selon le chercheur Mbugua Njoroge, et les armes arrivent régulièrement dans le pays à partir des zones de conflit proches, comme la Somalie, le Soudan du Sud, et l'Ouganda.

Selon un rapport sur la sécurité nationale présenté en 2016 au parlement du Kenya, entre 580.000 et 650.000 armes illégales circulent dans le pays, posant « d'importants risques socio-économiques, politiques, et sécuritaires ». Les auteurs ont aussi admis que les initiatives de désarmement du gouvernement « n'ont pas encore donné les résultats escomptés ».

Alors que faire ? La réponse se trouve dans la politique même du Kenya sur les armes légères et de petit calibre, et dans les autres meilleures pratiques adoptées sur le continent. Un grand nombre de ces meilleures pratiques sont détaillées dans le Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères et de petit calibre, signé par 11 pays africains en 2004. Les Nations unies détaillent aussi les stratégies qui ont fait leurs preuves en matière de contrôle des armes dans son programme d'action pour mettre fin au trafic illégal d'armes. Ces documents fournissent le cadre du plan destiné à juguler la circulation d'armes illégales. Cela implique en général le marquage et le suivi des armes légales, la réglementation des vendeurs d'armes, la sécurisation des entrepôts du gouvernement, le renforcement de la sécurité aux frontières et l'interdiction des ferronniers artisanaux qui fabriquent de nouvelles armes ou qui en restaurent d'anciennes illégalement.



Le secrétaire de cabinet de l'Intérieur kényan Joseph Nkaisery inspecte des armes confisquées, rassemblées pour leur destruction, près de Nairobi.

REUTERS

## LA SÉCURISATION DES STOCK D'ARMES

Dans toute l'Afrique, une quantité alarmante d'armes à feu acquises par les criminels et les extrémistes provient illégalement des entrepôts nationaux. En 2014 par exemple, les Forces armées du Nigeria ont révélé que le groupe terroriste Boko Haram avait pillé les arsenaux et utilisé les armes mêmes des militaires contre ces derniers.

Selon les meilleures pratiques, il est recommandé d'équiper les entrepôts de portes blindées et de les garder sous surveillance. Les clés doivent exclusivement être détenues par les agents des forces de l'ordre habilités à y accéder, et ceux-ci doivent effectuer des vérifications ponctuelles régulièrement. L'enregistrement des armes doit se faire électroniquement et doit être soumis à des vérifications habituelles afin d'identifier les irrégularités. Les armes provenant de stocks excédentaires doivent être éliminées. Comme précaution supplémentaire, les sites choisis pour les stocks d'armes sont éloignés des zones peuplées afin de minimiser le nombre de victimes en cas d'explosion.

Afua Lamptey formait les spécialistes de la sécurité à la gestion des armes au Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC) au Ghana. Elle écrit que le continent doit offrir plus de formation en ce qui concerne la gestion des stocks d'armes. Elle ajoute que la formation complète d'un technicien en munitions nécessite entre 6 et 10 ans, et la plupart des personnes chargées de gérer les stocks ne possèdent pas ce niveau de formation. « Il existe un écart considérable au niveau de la formation du personnel dans la sous-région », écrit-elle. « L'accès aux formations pour ces spécialistes est relativement réduit, et la plupart sont obligés de compter sur leur propre ingéniosité et sur leur expérience pour faire face aux difficultés qu'ils rencontrent dans leur travail. »

## LE MARQUAGE ET LE SUIVI

Beaucoup de pays exigent que les armes soient marquées de façon unique au moment de leur fabrication ou de leur importation. Le marquage indique le nom du fabricant, le pays ou le lieu de fabrication, et le numéro de série. En cas d'importation, un certificat d'utilisateur final est requis.

Dans le but de tracer l'appartenance des armes à feu, la meilleure pratique recommandée consiste à créer une base de données nationale qui comprend une photographie du titulaire, son nom, son adresse, sa date de naissance, la marque et le modèle de l'arme et tout autre marquage pertinent. La base de données doit également recenser les détails des permis d'armes à feu, y compris les renouvellements, les suspensions et la copie de la demande originale de permis.

En 2014, la Commission nationale du Ghana sur les armes légères et de petit calibre a mis en place le marquage de toutes les armes à feu de l'état avec un numéro d'identification unique inscrit en relief. La commission espère faire suite à cette démarche par la création d'une base de données nationale. Avant ce projet, le Ghana a établi que plus de la moitié des armes en circulation étaient illégales. En 2016, le Ghana a mis en place un programme d'amnistie pour les armes à feu, permettant ainsi aux propriétaires d'enregistrer leurs armes sans pénalité.

« Le marquage systématique des armes, combiné à une analyse, permettra aux agences des forces de l'ordre et aux autres autorités concernées d'identifier et de contrôler les tendances et les modèles d'approvisionnement et d'utilisation des armes illicites », dit Jones Applerh, secrétaire exécutif de la Commission pour les armes légères du Ghana.

Des éleveurs  
comme ceux-ci, à  
Baragoy au Kenya,  
sont au cœur de  
violences croissantes  
commises lors de  
vois de bétail. REUTERS



## LES VENDEURS

Le Kenya figure parmi les nombreux pays africains à avoir demandé une réglementation et un octroi de permis plus rigoureux pour les vendeurs d'armes. Le Protocole de Nairobi précise que les états doivent maintenir une base de données de tous les vendeurs d'armes, y compris les détails de leur passeport et de leur entreprise. Les vendeurs agréés doivent obtenir une autorisation pour toute cession d'armes. Les états ne doivent en aucun cas autoriser le transfert dans le pays ou à l'étranger d'armes qui seraient susceptibles de servir pour commettre des violences criminelles, des violations humanitaires ou des actes favorisant l'instabilité régionale.

L'histoire récente nous montre que, pour un grand nombre d'armes illégales, en remontant la filière on ne retrouve au départ qu'une poignée de vendeurs sans scrupules aux attaches internationales. En janvier 2017, un importateur au port d'Apapa à Lagos, Nigeria, transportait 661 fusils à pompe illégaux cachés dans des portes d'acier. Les autorités ont arrêté 3 hommes et ont retracé le parcours des armes jusqu'en Chine et en Turquie.

Suite à cette saisie, le contrôleur général des douanes nigérianes Ahmed Ali a demandé le renforcement des mesures contre les vendeurs d'armes illicites ainsi que l'assistance du public dans l'identification des transports illégaux. « Nous devons à présent nous mobiliser », dit-il en s'adressant au journal nigérian *The Guardian*. « Le problème de l'insécurité dans ce pays est une responsabilité qui nous incombe à tous, et nous devons faire notre part en nous assurant que nous donnons les bons renseignements. Si nous voyons un problème, un objet ou encore un mouvement suspect, il faut en parler aux autorités. C'est la seule façon de nous assurer de faire notre travail. Sans information, nous ne pouvons pas maîtriser cette menace. »

## LA COOPÉRATION

Les trafiquants d'armes ont tendance à exploiter la faiblesse partout où elle se trouve. Cette faiblesse est incarnée par un état défaillant dans lequel les parties en guerre achètent les armes en masse, ou bien par une frontière poreuse où les armes passent inaperçues. Les responsables de la sécurité en Afrique ont identifié la nécessité de mutualiser les ressources afin de renforcer les points sensibles.

Dans le cadre de sa politique nationale sur les armes, le Kenya appelle à la coopération avec ses voisins dans le partage de renseignements relatifs aux mouvements d'armes, ainsi qu'au développement d'une cohérence juridique au niveau régional afin de permettre que les trafiquants soient traduits en justice où qu'ils se trouvent au moment d'être capturés. Les progrès accomplis sont visibles dans le cas de l'Organisation de coopération des chefs de police d'Afrique de l'Est, qui est chargée de développer une stratégie commune pour les menaces partagées en Afrique de l'Est et de diffuser rapidement les informations sur les crimes transnationaux. Le groupe et son organisme homologue en Afrique australe ont déjà mis en place des opérations conjointes pour mettre un frein au trafic. Ces organismes sont soutenus par Interpol, l'organisation internationale de police.

Lors d'une réunion tenue en 2016 entre les responsables régionaux d'Interpol à Kigali, le commissaire de police adjoint du Rwanda Tony Kulamba a déclaré que les partenariats et le partage de renseignements constituent la voie de l'avenir pour le continent. « Renforcer la coopération et répondre rapidement aux demandes des autres sont les seuls messages forts adressés aux criminels selon lesquels ils n'ont plus où se cacher », dit M. Kulamba.

## LES FACTEURS DE LA DEMANDE

Selon les études, la demande pour les armes à feu augmente lorsque les citoyens ne sont pas en sécurité. C'est d'autant plus vrai lorsqu'ils ont la sensation que l'état ne peut pas ou ne veut pas les protéger. Dans les endroits comme le Nord-Ouest du Kenya, il est vital de faire face au problème de l'insécurité et aux causes fondamentales de la demande pour les armes à feu.

Les éleveurs pensent que la « loi nationale n'est pas suffisamment bien appliquée par les forces de police kényanes dans leurs régions marginalisées », écrit M. Njoroge. « Leur seule option est de s'armer pour répondre à leur besoin de se défendre, que ce soit au niveau personnel, communal, tribal ou plus large encore. Ils le font par mesure défensive contre les bandits et les autres clans, mais aussi pour agir dans leur propre intérêt. »

M. Njoroge ajoute que les gouvernements ne peuvent pas se contenter de récupérer les armes illégales présentes dans des endroits où l'insécurité est élevée et s'imaginer que la paix va s'ensuivre. Dans les régions comme le Kenya rural, les projets pilotes axés sur la résolution des conflits traditionnels, les processus de la paix et les initiatives de développement qui permettent à tous de se rallier autour d'un objectif commun sont nécessaires pour que les gens retrouvent suffisamment de confiance pour choisir le développement plutôt que les armes.

L'une de ces initiatives, dénommée la « caravane de la paix », a été lancée peu après le massacre de Nadome. Ce véhicule transportait 15 politiciens régionaux accompagnés des aînés des communautés pastorales dans trois comtés concernés pour discuter des stratégies pour mettre fin aux meurtres. La caravane a recommandé la création d'un ministère pour les régions pastorales ainsi que des investissements en soutien d'un processus de paix durable. « Le vol de bétail a contribué à la pauvreté de façon importante et a fait bien des veuves et des orphelins », déclare le gouverneur Benjamin Cheboi du comté de Baringo au Kenya. « La région doit être libérée des coups de feu. Ceux qui achetaient des armes et des munitions doivent maintenant financer l'éducation et le commerce. » □



LE MONDE VEILLE

*alors que l'Afrique tente de mettre fin*

# **AU BRACONNAGE**

PERSONNEL D'ADF

ISTOCK

# La pression monte pour les pays asiatiques qui autorisent le commerce de l'ivoire et des cornes de rhinocéros.

**L**a Chine, qui détient la plus grande part du marché de l'ivoire mondial, a récemment annoncé que le pays interdira le commerce de l'ivoire d'ici à la fin de 2017 dans une démarche qui est destinée à décourager le braconnage des éléphants.

Environ 70 pour cent de l'ivoire illégal est envoyé en Chine, pays où une paire de baguettes en ivoire coûte 1.000 dollars et où une défense d'éléphant soigneusement sculptée vaut aussi cher qu'une Ferrari neuve.

Cela fait plusieurs années que la pression mondiale augmente contre la Chine et d'autres pays asiatiques pour mettre fin au commerce de l'ivoire. Le Viêt Nam et le Japon ont mis en place des politiques pour enrayer le commerce de l'ivoire mais ne l'ont toujours pas interdit complètement. Néanmoins, la décision de la Chine constitue une avancée importante dans la sauvegarde des éléphants d'Afrique.

Elly Pepper, membre du Natural Resources Defense Council, association américaine pour la défense de l'environnement, écrit que la décision de la Chine « est peut-être le plus grand signe d'espoir pour les éléphants ».

Les populations d'éléphants d'Afrique ont été décimées par le braconnage. Les chercheurs estiment qu'il y avait jusqu'à 20 millions d'éléphants en Afrique au milieu du 19ème siècle. En 1979, on n'en recensait plus que 1,3 million dans le continent. De nos jours, on dénombre bien moins de 700.000 éléphants en Afrique. La réserve de gibier de Selous en Tanzanie, qui possédait autrefois la plus vaste population d'éléphants au monde avec 109.000 têtes en 1979, n'en compte plus que 13.000.

Il existe néanmoins des sceptiques sur l'efficacité de l'interdiction du commerce de l'ivoire en Chine. Le Dr Daniel Stiles, anthropologue qui a étudié les marchés de l'ivoire depuis plus de 15 ans, explique à ADF que « l'on prétend à tort qu'il s'agit d'une interdiction totale ».

« Les antiquités se vendront toujours aux enchères même après 2018, et les "reliques culturelles" dont la définition reste floue, semblent inclure les pièces récemment fabriquées », écrit-il par e-mail. « Certains ateliers poursuivront également continuer leur activité au titre du "patrimoine culturel" que représente le travail de l'ivoire. »

En ce qui concerne la préoccupation selon laquelle le commerce de l'ivoire en Chine basculerait dans la clandestinité, M. Stiles affirme que c'est déjà le cas. Il déclare que la plupart de l'ivoire illégal vendu en Chine est acheté en ligne par le biais de forums de discussions réservés aux abonnés et de sites Web divers.

« Le marché noir en Chine est déjà 10 fois plus

important environ que le marché légal », déclare-t-il. « Je ne vois pas changer grand-chose, sauf qu'il pourrait bien augmenter en l'absence d'une concurrence légalisée. »

## L'INQUIÉTANTE POLITIQUE DU JAPON

Le Japon est un autre pays où le commerce de l'ivoire continue à prospérer. En octobre 2016, lorsque les délégués de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Convention on International Trade in Endangered Species, CITES) en Afrique du Sud ont voté pour fermer tous les marchés intérieurs de l'ivoire, le Japon, qui déclare contrôler rigoureusement son marché de l'ivoire, a obtenu une exception. Les habitants du pays sont passionnés de « hanko », des timbres et des sceaux à cacheter personnalisés utilisés comme « signatures », et l'ivoire est prisé comme matériau pour les fabriquer. Les autorités commerciales au Japon soutiennent que malgré une industrie de l'ivoire florissante, le pays ne trafique pas dans l'ivoire issu du braconnage.



Un homme Maasaï en tenue de cérémonie devant des empilements de défenses au Park national de Nairobi, au Kenya. Le Kenya Wildlife Service a brûlé 105 tonnes d'ivoire équivalent à 16.000 défenses et 1 tonne de cornes de rhinocéros.

Selon un reportage du magazine en ligne TakePart, au début de 2017, le Japon comptait encore 500 grossistes et 8.000 détaillants en ivoire. La vente privée d'ivoire en ligne est également autorisée et représente une activité des plus rentables.

Les autorités japonaises soutiennent que l'ivoire échangé dans leur pays a été acheté avant que le commerce de l'ivoire



Une recrue des gardes forestiers en formation au Southern African Wildlife College aux abords de l'extension du Parc national Kruger en Afrique du Sud. THE ASSOCIATED PRESS



Des chiens dressés comme celui-ci au Southern African Wildlife College sont une arme cruciale dans la lutte contre les braconniers. Un chien est en mesure de traquer un braconnier pendant une journée entière une fois qu'il a senti l'odeur d'un animal tué. THE ASSOCIATED PRESS

« neuf » ne soit interdit en 1989. Les détracteurs affirment qu'une grande partie de l'ivoire issu du braconnage depuis 1989 a fini au Japon.

« Les contrôles soi-disant rigoureux du Japon sont inexistant », déclare Allan Thornton, membre de l'organisation non gouvernementale londonienne Environmental Investigation Agency. Il déclare à TakePart qu'un site Web de ventes aux enchères avait traité 28.000 ventes d'objets en ivoire en 2015. Par comparaison, en 2005 il n'avait réalisé que 3.800 ventes.

Les autres pays exercent une pression considérable sur le Japon pour qu'il s'efforce davantage à mettre fin au commerce de l'ivoire. Masayuki Sakamoto du Japan Tiger and Elephant Fund déclare à TakePart que les médias japonais se sont ralliés à la cause, « et que l'opportunité des Japonais pour se sensibiliser à la sauvegarde des éléphants a augmenté ». Cependant, le gouvernement japonais continue à répliquer que le pays n'a pas de honte à avoir.

« Actuellement, ils ne montrent aucune intention de céder », déclare M. Stiles. Il déclare qu'il a rencontré des personnes travaillant dans le commerce de l'ivoire « et ceux-ci s'attendaient à continuer pleinement leurs activités mais étaient préoccupés de l'approvisionnement légal ».

En septembre 2016, les membres de la Chambre des représentants

des États-Unis ont instamment prié le Japon d'appliquer les règles en vigueur sur le commerce de l'ivoire, en déclarant que l'ivoire sert à financer « les groupes militants rebelles et terroristes tels que l'Armée de résistance du seigneur (LRA), al-Shebab et Boko Haram ».

---

**« Grâce aux efforts collectifs mondiaux, le commerce illégal d'ivoire et de cornes de rhinocéros qui était une activité lucrative peu risquée devient très risqué. »**

— John Scanlon, responsable de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction

---

Les transfuges de la LRA parlent du massacre de 25 éléphants pour leurs défenses au cours d'un raid pendant l'été 2014 dans la République démocratique du Congo. Le groupe échange les défenses contre des munitions. La LRA aurait également tué des éléphants et enterré leurs défenses, pour constituer une sorte de « compte en banque ».

## LE VIÊT NAM ADOPTE DES MESURES RADICALES

En décembre 2016, le Viêt Nam a détruit plus de 2 tonnes d'ivoire et de cornes de rhinocéros issues des saisies, quantité estimée à plus de 7 millions de dollars sur le marché noir. Ces produits de contrebande provenaient de 330 éléphants africains et 23 rhinocéros, tous massacrés. L'ensemble de l'ivoire et des cornes a été broyé et brûlé à la périphérie de Hanoï, selon The Associated Press. Le Viêt Nam a désormais rejoint 20 autres pays du monde qui détruisent les produits issus de la faune sauvage. John Scanlon, responsable de CITES, déclare que le brûlage montre que « le Viêt Nam ne tolérera pas ce commerce illégal et que les trafiquants illégaux font désormais face à des risques importants tout au long de la filière, qu'il s'agisse des pays d'origine, de transit ou de destination ».

« Grâce aux efforts collectifs mondiaux, ajoute-t-il, le commerce illégal d'ivoire et de cornes de rhinocéros qui était une activité lucrative peu risquée devient très risqué. »

La situation actuelle du braconnage n'est pas sans précédent. En 1970, la demande d'ivoire atteignait des sommets partout dans le monde et aboutissait à un massacre des éléphants en Afrique, ce qui a réduit leur nombre de moitié en l'espace de 20 ans. En 1989, la CITES interdit la





Une manifestation au centre-ville de Nairobi, au Kenya, pour soutenir la cause de la préservation des éléphants, des rhinocéros et des lions.

Le groupe a aussi déployé un avion pour les observations aériennes. Certaines régions du **Mozambique, du Soudan du Sud** et du **bassin du Congo** sont également en train de s'équiper de technologies similaires.

Selon le *Tanzania Daily News*, en décembre 2016, les agents chargés de la protection de la faune ont suivi une formation sur les scènes de crimes liés aux espèces sauvages afin d'améliorer leurs techniques de collecte des éléments de preuve. Ils utilisent désormais des kits de collecte qui comprennent un appareil photo, des trousseaux de prélèvements d'échantillons biologiques, des pochettes pour éléments de preuve et des formulaires de contrôle.

En Tanzanie et dans d'autres parties de l'Afrique, les gardes forestiers utilisent une application relativement récente, libre et gratuite dénommée Spatial Monitoring and Reporting Tool, ou SMART. Selon la WCS, cette application permet aux gardes forestiers de documenter où vont les patrouilles, ce qu'elles voient et comment elles répondent. Les données sont envoyées à l'ordinateur central situé au siège du parc et servent à signaler les zones les plus menacées et comment optimiser le déploiement des patrouilles. Essentiellement, il s'agit d'un outil de gestion des ressources.

« SMART permet aux responsables des zones protégées d'avoir une vision globale des points chauds pour le braconnage et des moyens pour y faire face, en permettant aux gardes forestiers de rester un pas en avant dans la lutte contre le trafic », selon la société. « Grâce au suivi des ressources utilisées, du nombre d'arrestations et de l'impact sur le braconnage, le système force aussi le gouvernement à rendre des comptes. »

Selon la WCS, au **Gabon** « le soutien politique pour la protection est très élevé et le gouvernement a mobilisé encore plus de ressources armées pour protéger ses éléphants ».

« Le Gabon attribue une haute importance à l'évaluation de l'efficacité du déploiement de ses efforts pour la protection de la faune, et il bénéficie de renseignements fournis régulièrement par la WCS et par les partenaires munis de la technologie SMART. »

Au **Zimbabwe**, les autorités ont poursuivi 443 personnes pour braconnage en 2016. Parmi

ceux-ci se trouvaient un Sud-Africain, 31 Zambiens et 7 Mozambicains. Les autorités ont déclaré à defenceWeb que l'introduction des stratégies anti-braconnage modernes, y compris les chiens détecteurs et les drones, sont utiles pour capturer les braconniers. Le Zimbabwe affirme que l'approche préférée des braconniers consiste dernièrement à utiliser la « méthode silencieuse » de l'empoisonnement des éléphants au cyanure.

En **République du Congo**, les braconniers font face à un nouveau type de gardes forestiers qui sont formés en tactiques de petites unités d'intervention. En juillet 2016, les gardes forestiers sont tombés sur un camp de braconniers qui ont réagi en ouvrant le feu avec des AK-47. Selon le magazine *The New Yorker*, l'unité s'est repliée pour se redéployer et répondre aux tirs. Ils ont fini par prendre le contrôle du camp, récupérant 12 défenses d'éléphants et signalant par téléphone satellite où placer des barrages routiers pour attraper les braconniers en fuite.

Les succès remportés par les gardes forestiers peuvent être attribués à l'accès aux communications en temps réel et aux téléphones satellites, ainsi qu'à la présence de la nouvelle unité spécialisée en crimes liés à la faune. Cette unité travaille en secret contre les réseaux de braconnage et s'occupe du suivi des dossiers au niveau judiciaire pour s'assurer que justice soit bien rendue.

Au **Kenya**, le Kenya Wildlife Service s'est chargé d'installer 12 colliers électroniques sur des éléphants afin de protéger les troupeaux contre les braconniers.

Les colliers équipés de GPS permettent de tracer la cartographie des chemins migratoires empruntés par les éléphants, et les chercheurs sont ainsi en mesure d'établir à quel point les animaux se déplacent pour manger et pour boire selon *Daily Nation* du Kenya.

## UN TERRITOIRE TROP VASTE

L'immensité du continent Africain représente la première difficulté dans la protection des éléphants. Le Fonds mondial pour la nature déclare que 36 nations africaines sur 54 possèdent d'importantes populations d'éléphants. Même s'il y avait plus de gardes forestiers sur le terrain, le territoire à surveiller est tout simplement trop vaste. M. Stiles explique que plus de gens et de groupes doivent être impliqués pour protéger les éléphants d'Afrique efficacement.

« Les gens doivent devenir plus sérieux sur les solutions au long terme qui vont fonctionner et qui vont satisfaire toutes les parties prenantes », dit-il. « Le terme "parties prenantes" concerne tout d'abord les éléphants, puis les communautés qui vivent au contact de la nature, les besoins économiques des gouvernements africains, les personnes qui travaillent dans l'industrie de l'ivoire d'une façon ou d'une autre, les consommateurs, et les défenseurs de l'environnement. »

Tom Milliken, un expert en ivoire qui travaille avec Traffic, groupe d'observation du commerce d'animaux sauvages, a déclaré au journal national britannique *The Guardian* : « Toute la soi-disant protection au monde ne suffira pas à compenser les carences de l'application de la loi, la corruption endémique et la gestion inefficace. » □



Les Black Mambas d'Afrique du Sud recherchent des traces, des pièges, des clôtures endommagées ou tout autre indice de braconnage.

JULIA GUNTHER

## Une équipe anti-braconnage entièrement féminine surveille la réserve de gibier

PERSONNEL D'ADF

**L**a Réserve naturelle de Balule est une zone protégée dans la province de Limpopo, en Afrique du Sud, et fait partie de l'extension du Parc national Kruger. La réserve est protégée par un groupe d'anges gardiens comme nul autre : les Black Mambas.

Les Mambas, dont le nom est inspiré par le serpent vénéneux à l'agilité redoutable, parcourent la réserve à la recherche de braconniers. L'équipe entièrement féminine a été fondée en 2013 et comprend 36 membres. Le groupe, officiellement nommé unité anti-braconnage des Black Mambas, agit comme observateur de l'environnement. Les membres patrouillent la totalité des 400 kilomètres carrés de la réserve.

Les Mambas ne sont pas armées. Elles se déplacent à pied pour les patrouilles et les observations, effectuent des contrôles routiers aux barrages, et collectent des renseignements auprès des communautés. Elles dispensent également des formations sur la protection de l'environnement.

Lorsqu'elles sont sur le terrain, elles recherchent des traces, des pièges, des clôtures endommagées et d'autres signes de présence non souhaitable au sein de la réserve. À la fin 2016, les Mambas avaient identifié et détruit 12 camps de braconniers et réduit le piégeage et l'empoisonnement des animaux de 76 pour cent selon un rapport de la société de médias électroniques Refinery29.

Puisqu'elles ne sont pas armées, elles sont chargées de la détection, et non pas de l'application. Elles travaillent en collaboration avec 23 gardes armés au sein de la réserve.

Leur objectif principal est de trouver les braconniers de rhinocéros et de viande de brousse. Les braconniers utilisent des pièges et des poisons qui tuent les antilopes, les chiens sauvages et les guépards. Les syndicats de braconniers traquent souvent les lions et les girafes. Les Mambas sont

également à la recherche de « cuisines » où on abat les animaux pour la viande de brousse.

« Lorsqu'une cible est identifiée, elles font appel à une unité armée et elles installent un poste d'observation en appui », explique Craig Spencer, conservateur en chef de Balule, à Refinery29. « La capacité des femmes à percevoir des différences subtiles est souvent meilleure que celle des hommes. »

Les Mambas utilisent des transmetteurs VHF et GPS pour suivre la trace des rhinocéros et en dresser une cartographie avant la relève, de façon à ce que toutes les unités anti-braconnage soient déployées sur les points sensibles.

Ce n'est pas un travail reluisant. Les Mambas travaillent trois semaines à la fois, pendant lesquelles elles vivent dans des campements avec peu de commodités. À la fin des trois semaines, elles ont dix jours de repos avant de repartir. Beaucoup d'entre elles sont le principal soutien financier de la famille.

Tous les membres des Black Mambas viennent de communautés locales pauvres. Elles suivent six semaines de cours avant de compléter leur formation sur le terrain.

Un des problèmes majeurs pour les Mambas est la pauvreté. Les arrestations au sein de la réserve font ressortir que les braconniers ne sont pas forcément des étrangers, mais bien souvent des villageois sud-africains démunis.

« En réalité, le problème est la perception qui a vu le jour au sein des communautés hors du parc », explique M. Spencer au *Guardian*. « Ils voient un agent en uniforme et ils se disent que c'est le shérif de Nottingham, et que les braconniers sont des Robins des Bois. »

« Nous ne pourrions pas chasser le problème par une police renforcée, dit-il. On ne gagnera jamais cette guerre à force de coups de feu. »

**UN**  

---

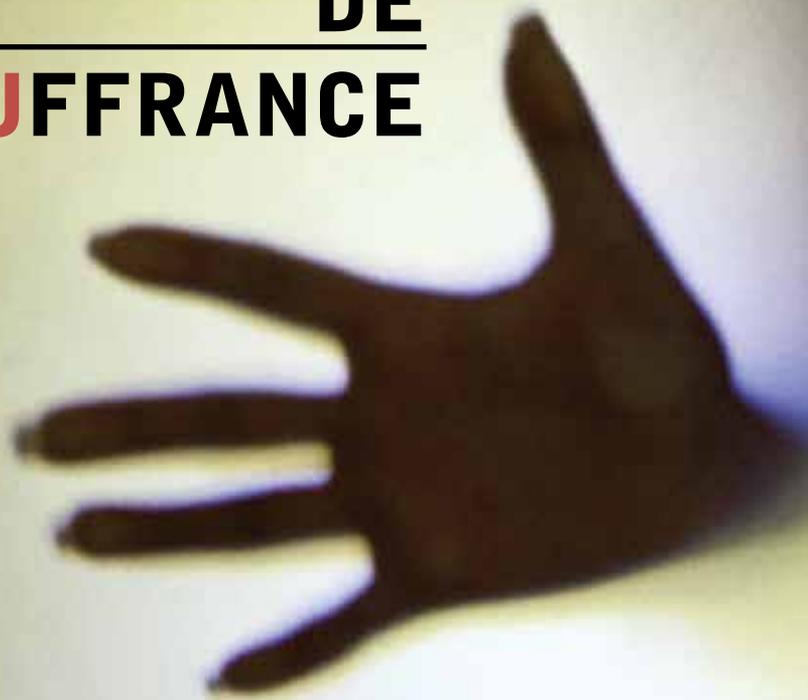
**RÉSEAU**  

---

**DE**  

---

**SOUFFRANCE**



## LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS EST UN PROBLÈME MONDIAL, MAIS UN PROGRAMME DONNE DE **L'ESPOIR**

PERSONNEL D'ADF

Lorsque les pluies saisonnières tombent dans le petit village nigérian de Gloria Erobaga, dans l'État d'Edo, les routes de terre rudimentaires deviennent molles et disparaissent, ce qui rend l'accès presque impossible. Ces pluies forment des mares sur le plancher de son école délabrée, à une distance de marche de 90 minutes. Les petites maisons en briques de boue n'ont pas d'électricité et les familles y vivent à l'étroit.

Aussi, lorsque quelqu'un leur rend visite en leur promettant qu'une jeune fille peut voyager en Europe et obtenir un travail garanti et une éducation universitaire, certaines familles acceptent tout de suite. Elles pensent que, finalement, leur enfant va obtenir quelque chose qu'elle ne pourrait pas obtenir ici.

Mais, comme l'a déclaré Mme Erobaga à l'émission *People & Power* d'Al Jazeera en 2013, ces promesses sont vides. Les seules opportunités sont la souffrance de la prostitution et l'endettement sans espoir. « Je rêvais d'aller à l'école et de me marier, mais ce n'est pas facile », déclare Mme Erobaga. « Un ami de la famille est venu voir mes parents en disant qu'ils avaient besoin d'une jeune fille. Mes parents ont beaucoup d'enfants et ils leur ont dit qu'ils voulaient simplement aider mes parents en m'amenant à l'étranger. Ils ont dit à mon père de ne pas s'inquiéter : lorsque j'arriverai là-bas, j'irai à l'école, je continuerai mon éducation, j'irai à l'université et j'aurai un bon travail. Alors j'ai dit OK. »

Une fois qu'elle arriva en Italie, elle rencontra l'homme qui avait parlé à sa famille. Il lui déclara qu'elle devait payer 35.000 dollars à une maquerelle pour rembourser sa dette. « Alors j'ai dit OK, que vais-je faire pour obtenir ces 35.000 dollars américains ? Ils ont répondu que le seul travail qu'il y avait ici, c'était la prostitution. »

L'Organisation des Nations unies estime que 10.000 jeunes filles nigérianes travaillent comme prostituées en Italie. Beaucoup d'autres finissent par être dispersées dans toute l'Europe : Espagne, Grèce, Belgique et ailleurs. Parfois, les jeunes Nigérianes se retrouvent en Amérique du Nord.

Les criminels forcent les jeunes femmes comme Mme Erobaga à rembourser leurs dettes de voyage en travaillant dans la rue. Ces dettes peuvent atteindre jusqu'à 80.000 dollars. En outre, le travail place les jeunes filles sous le contrôle de bandes criminelles meurtrières, notamment celles basées en Afrique qui se sont propagées en Europe et ailleurs. « J'avais tellement peur », déclare Mme Erobaga. « Parce que les mafieux courent les rues avec leurs armes pour chercher ceux qu'ils vont tuer, pour obtenir de l'argent et



Une femme nigériane qui a été forcée à se prostituer séjourne dans un centre de soutien social pour jeunes filles victimes de la traite humaine près de Catania, Italie, en 2016. Des milliers de jeunes filles nigérianes sont transportées vers l'Italie et d'autres pays d'Europe comme victimes de la traite humaine. REUTERS

du sang. Ils les tuent ; ils les abattent et les jettent simplement aux ordures. Tout simplement. Ils nous traitent comme des esclaves. »

### UNE ENTREPRISE CRIMINELLE

Les autorités italiennes finirent par déporter Mme Erobagi : elle retourna dans sa ville natale de Benin City au Nigeria, épice de l'industrie de la traite des personnes en Afrique de l'Ouest. La plupart des femmes nigérianes qui se retrouvent dans les rues d'Europe viennent de Benin City, dans l'État d'Edo. Beaucoup d'histoires détaillant comment les trafiquants les approchent et les attirent dans les réseaux de prostitution sont similaires.

Un officier des renseignements de la NAPTIP (National Agency for the Prohibition of Trafficking in Persons, Agence nationale pour la prohibition de la traite des personnes) a déclaré à Al Jazeera que le processus implique typiquement des gens qui travaillent à trois niveaux différents :

- Un **agent** recrute les jeunes filles. Il a des informations sur la victime, il sait où elle habite et qui est sa famille.
- Un **trolley**, parfois appelé **coyote**, s'occupe du transport des personnes victimes de la traite.
- Une **maquerelle** supervise les jeunes filles lorsqu'elles atteignent leur destination. Parfois, ces maquerelles avaient été elles-mêmes victimes de la traite. Elles collectent l'argent et paient les gangsters nigériens.

Une fois que la jeune fille est identifiée pour être transportée à l'étranger, des agents l'amènent chez un prêtre du « juju » qui collecte des poils du pubis, du sang et des rognures d'ongle pour effectuer un rituel qui la liera à un serment. On lui dit que toute tentative de fuite ou refus de rembourser sa dette pourrait conduire à sa mort ou la mort des membres de sa famille. La menace psychologique du serment du juju est tellement puissante que les officiels de la NAPTIP emploient parfois ces mêmes prêtres pour une cérémonie qui libère les jeunes filles de leur serment afin qu'elles coopèrent au cours des poursuites judiciaires.

### LA PARTICIPATION DES BANDES AFRICAINES

Les trafiquants d'êtres humains gagnent un profit annuel de 150 milliards de dollars, dont près des deux tiers proviennent de l'exploitation sexuelle commerciale, selon l'Organisation internationale du travail.

C'est sans surprise que l'on constate que les réseaux criminels sont souvent impliqués à tous les niveaux du processus. Parmi les groupes les

# LA TRAITE HUMAINE : UNE DÉFINITION

## PERSONNEL D'ADF

La traite humaine est une pratique insidieuse qui prend de nombreuses formes et affecte les gens de tous les âges, hommes et femmes. Selon le Protocole de 2000 des Nations unies visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, cette expression désigne « le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes » par la menace de recours ou le recours à la force, par fraude, contrainte, enlèvement, abus d'autorité ou exploitation d'une situation de vulnérabilité, ou par fourniture de paiements ou d'avantages aux fins d'exploitation.

Malgré son nom, cette condition n'exige pas de déplacement. Une personne née dans un état de servitude peut être considérée victime de la traite, et les personnes peuvent être exploitées sans jamais quitter leur ville natale.

La traite des personnes peut aussi prendre de nombreuses formes, en fonction de l'intention de l'entreprise criminelle qui conduit cette traite. Interpol indique certaines façons dont ce crime se manifeste en Afrique et ailleurs :

**Traite en vue du travail forcé** : Ces victimes sont pour la plupart originaires de pays en voie de développement et sont recrutées par contrainte et tromperie. Les criminels les maintiennent dans un état semblable à l'esclavage alors qu'elles travaillent comme domestiques ou dans les secteurs de la construction, la pêche et l'agriculture.

**Traite des femmes en vue de leur exploitation sexuelle** : Ce fléau mondial attire les femmes et les enfants en leur promettant de bons emplois dans une autre région ou un autre pays, par exemple les milliers de femmes qui partent de l'Afrique pour se rendre en Europe. Lorsqu'elles y arrivent, elles se retrouvent désespérément endettées et prisonnières de l'esclavage sexuel par prostitution.

**Exploitation sexuelle commerciale des enfants dans le secteur du tourisme** : Ce crime est fréquent en Asie depuis un grand nombre d'années, mais il s'est développé en Afrique et en Amérique centrale et du Sud. Il prospère à cause du « risque relativement faible d'interdiction et de poursuites dans ces destinations pour ceux qui recherchent des relations sexuelles avec les mineurs ».

**Trafic des tissus, cellules et organes** : Le trafic des organes, notamment des reins, est un crime croissant selon lequel les trafiquants exploitent les patients désespérés et les donneurs potentiels alors que les listes d'attente pour les transplantations sont longues. Les interventions chirurgicales sont souvent conduites sans suivi médical.

Le trafic des migrants est étroitement lié à la traite des personnes. Les réseaux criminels profitent des flux migratoires vers ou à travers la région méditerranéenne à des fins lucratives.

Toutefois, il existe quatre différences entre la traite des personnes et le trafic des migrants, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. Le trafic implique le **consentement** et concerne les migrants qui arrivent à leur destination. Les victimes de la traite sont **exploitées** sans y consentir. Le trafic des migrants est toujours **transnational** mais la traite des personnes peut ne pas l'être. Finalement, ils sont différents en matière de **sources de profit**. Dans le trafic des migrants, les profits sont dus au transport, à l'entrée ou au séjour illégal dans un autre pays. Les profits de la traite des personnes proviennent de l'exploitation.



Des femmes apprennent à cuisiner à Idia Renaissance, Benin City, Nigeria en 2016. Cette organisation non gouvernementale travaille avec les victimes de la traite des personnes dans une région notoire pour ce crime. AFP/GETTY IMAGES

plus notoires et dangereux du Nigeria, on compte Black Axe, qui est issu du mouvement « Néo Black » d'Afrique. Ce dernier, et d'autres bandes nigérianes, se sont répandus récemment au-delà de l'Afrique, vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

Dix-sept membres de la mafia Black Axe ont été arrêtés fin 2016 en Italie, selon un rapport du *Los Angeles Times*. « Notre investigation a montré comment les bandes telles que Black Axe dirigent l'ensemble de la filière de la prostitution, qui transporte les femmes victimes de la traite du Nigeria en Italie », déclare un investigateur de Palerme.

Selon Reuters, cela fait plus de 10 ans que les bandes nigérianes sont actives en Italie. Elles deviennent de plus en plus violentes et développent des liens plus étroits avec les groupes italiens mafieux tels que Cosa Nostra et Camorra.

Reuters signale que les groupes ont aussi pris racine en Espagne. Le crime organisé contrôle pratiquement toute la prostitution en Catalogne, « et elle est contrôlée en grande partie par un groupe criminel nigérian dominant connu sous le nom de Supreme Eiyé Confraternity ou Air Lords ».

Charlotte Baarda, étudiante au doctorat à l'Université d'Oxford en Angleterre, spécialisée dans l'étude de la traite des personnes entre le Nigeria et l'Europe, a déclaré à ADF que les bandes nigérianes comme Black Axe sont actives au départ et à l'arrivée de la route de la traite, mais de façon différente.

Au Nigeria, qui est le point de départ, des groupes plus importants peuvent exploiter une agence de voyage, recruter les personnes pour le transport et les préparer au voyage en Europe. Mais en Europe, il est plus probable que les criminels réduisent les risques en décomposant les tâches en éléments plus petits. En fait, les trafiquants sous-traitent certains travaux aux coyotes qui peuvent ne pas

même savoir qu'ils ont affaire à un réseau criminel.

« Ainsi, on demande aux amis des amis d'héberger deux femmes pour quelques nuits, jusqu'à ce qu'on puisse les amener à la maquerelle ou qu'on leur demande de se rendre à un centre d'accueil et de ramasser deux ou trois personnes », déclare Mme Baarda. « Comme cela, les gens qui accomplissent ce genre de travail ne font pas nécessairement partie du groupe criminel ; ils le rejoignent simplement de façon ponctuelle. »

Pour être fructueuse, il n'est pas nécessaire que la traite humaine soit organisée par de grands réseaux criminels transnationaux. Un rapport de 2014 de l'ONUDC (Office des Nations unies contre la drogue et le crime) montre que la traite humaine peut être effectuée par une ou deux personnes. Par exemple, le propriétaire d'un magasin pourrait facilement duper une jeune fille et l'offrir à ses clients pour être sexuellement exploitée. Ce genre de traite humaine « non organisée » est fréquent dans le monde. Les risques sont faibles car il n'est pas nécessaire que les victimes franchissent des frontières.

Les criminels peuvent aussi conduire la traite dans une sous-région. Une affaire en Lituanie concernait cinq résidents locaux qui avaient recruté des filles mineures des pays baltiques et les avaient vendues à d'autres bandes de l'Europe de l'Ouest, où elles avaient été exploitées. Le crime est donc perpétré à plusieurs niveaux, chacun nécessitant une coordination différente et s'accompagnant d'un risque différent.

#### UN PROGRAMME S'EFFORCE DE DÉVELOPPER LA CAPACITÉ

La traite des êtres humains et le problème superposé, mais distinct, du trafic des migrants défient les nations et les officiels des forces de l'ordre dans le monde entier.

# AGADEZ, NIGER, CENTRE DU TRAFIC DES PERSONNES



Des migrants partant d'Agadez vont traverser le Sahara pour se rendre en Libye.

REUTERS

## PERSONNEL D'ADF

Agadez, ville ancienne de la région centrale du Niger, a été pendant des siècles une plaque tournante pour les routes commerciales de la région du Sahel et du Sahara. Ceux qui s'engagent dans le trafic des migrants utilisent toujours la ville comme point de départ d'un voyage périlleux à travers les sables chauds du désert, à destination de la Libye et, finalement, la Méditerranée. Sur la côte commence un périple dangereux vers l'Europe, souvent frappé par la tragédie et la mort.

Des gens de toute l'Afrique de l'Ouest arrivent à Agadez, où les trafiquants les placent dans des camionnettes, souvent avec des articles de contrebande cachés. Les hommes et les femmes enveloppent leur visage pour se protéger du soleil et du sable, puis ils chevauchent des bâtons en bois introduits dans la plate-forme de la camionnette pour ne pas être éjectés et laissés en arrière. Dans de telles conditions, ceux qui acceptent de payer les trafiquants peuvent être involontairement pris au piège de la traite humaine.

En 2016, plus de 300 000 personnes sont passées par Agadez à destination de l'Algérie ou de la Libye, selon un article du *New York Times*.

Beaucoup d'entre elles ont continué vers l'Europe, et beaucoup provenaient du Niger et du Mali. Les migrants paient environ 600 dollars aux trafiquants pour aller d'Agadez à la Libye. Le trafic auquel se soumettent volontairement les migrants peut facilement se transformer en traite des personnes, car les migrants sont vulnérables à l'exploitation au cours de leur voyage. Parfois, les migrants arrivent à leur destination finale ou dans un lieu intermédiaire et découvrent que des dettes fictives leur sont imposées.

« Nous constatons même des liens entre les organisations de trafic illégal des migrants et les organismes de traite des personnes », déclare Aimée Comrie, responsable de la politique pour l'Action mondiale pour prévenir et affronter la traite des personnes et le trafic des migrants de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. « Parfois même, ils se partagent le travail. » Il est important de noter que le consentement préalable d'un migrant n'absolve pas le trafiquant d'une responsabilité pénale.

À Agadez, qui est souvent la première étape des trafiquants nigériens de l'industrie du sexe,

les femmes sont parfois sujettes à de multiples viols commis par les trafiquants et d'autres personnes, selon la déclaration faite à Huffington Post par un officiel de l'Organisation internationale pour les migrations. Les femmes gagnent 3 dollars par acte sexuel et l'argent est perçu par le souteneur, à qui elles doivent rembourser leurs « frais de voyage ». Puis elles sont amenées en Libye où elles sont victimes de violences sexuelles supplémentaires jusqu'à ce qu'elles montent dans des navires à destination des bordels européens.

En octobre 2016, l'Allemagne s'est engagée à donner son appui au Niger. La chancelière Angela Merkel a déclaré que son pays enverrait 86 millions de dollars, des véhicules militaires et autres équipements au Niger pour l'aider à combattre les trafiquants de personnes et les Islamistes militants, selon un reportage de Reuters.

Le président Mahamadou Issoufou a bien accueilli cette aide, mais il a déclaré que les besoins financiers du Niger s'élevaient à environ 1 milliard de dollars, selon Reuters. « Nous avons besoin d'une aide beaucoup plus importante », a-t-il déclaré.

Mais en 2015, des travaux ont commencé sur un nouveau programme pour combattre le problème dans son ensemble. Ces efforts se sont accélérés en janvier 2017.

La GLO.ACT (Global Action to Prevent and Address Trafficking in Persons and the Smuggling of Migrants, Action mondiale pour prévenir et affronter la traite des personnes et le trafic des migrants) est financée conjointement par l'Union européenne et l'ONUODC et sera active jusqu'en 2019. La GLO.ACT travaille aussi en partenariat avec l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) et l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance).

La GLO.ACT travaille dans 13 pays du monde, y compris cinq pays africains : l'Égypte, le Mali, le Maroc, le Niger et l'Afrique du Sud. Les autres pays sont la Biélorussie, le Brésil, la Colombie, le Kirghizistan, le Laos, le Népal, le Pakistan et l'Ukraine.

Margaret Akullo, coordinatrice de projet pour GLO.ACT dans le bureau de Vienne de l'ONUODC, a déclaré à *ADF* que le programme vise à développer les capacités et améliorer les connaissances parmi les officiels de la justice criminelle et autres personnes qui font face à la traite humaine, au crime organisé et au trafic des migrants, tout en assistant aussi les victimes. On espère que le nombre d'investigations et de poursuites judiciaires pourra augmenter et que les lois nationales pourront atteindre le niveau des normes internationales, tout en sensibilisant et en assistant les victimes. Le programme vise ces buts grâce à six objectifs :

- **Développement des stratégies et des politiques :** L'ONUODC travaillera avec les pays pour développer des stratégies et des politiques afin d'affronter le traite humaine et le trafic des migrants.
- **Assistance législative :** L'ONUODC travaillera avec les gouvernements pour assurer que les lois, politiques et stratégies nationales se conforment aux normes internationales afin de criminaliser la traite humaine et le trafic des migrants.
- **Développement des capacités :** Les autorités gouvernementales et l'ONUODC développeront les capacités et les connaissances des professionnels de la justice criminelle pour combattre la traite humaine et le trafic des migrants, et aussi pour aider et protéger les victimes.
- **Coopération régionale et transrégionale :** L'ONUODC encouragera la coopération et le partage des informations avec les forces de l'ordre concernant l'identification, l'investigation et les poursuites des crimes liés à la traite humaine et au trafic des migrants.
- **Protection et assistance pour les victimes de la traite et du trafic :** L'OIM travaillera avec les gouvernements et la société civile pour développer des programmes d'assistance et de soutien pour les victimes.
- **Aide aux enfants victimes de la traite et du trafic :** L'Unicef et l'OIM travailleront avec les services de soutien aux victimes et les autorités gouvernementales pertinentes pour aider à développer des moyens de protéger les enfants.

Aimée Comrie, officier de prévention du crime et de justice criminelle de l'ONUODC et responsable de la politique de GLO.ACT, déclare que « d'énormes progrès » ont été réalisés pour lutter contre la traite des personnes. La plupart des pays ont des lois pour lutter contre le crime, « mais nous ne voyons pas le nombre correspondant d'affaires criminelles ; nous ne voyons pas les victimes identifiées ou les affaires poursuivies et menées à bien », déclare Mme Comrie. « Il est donc nécessaire d'utiliser cette structure qui existe déjà et d'essayer de personnaliser nos travaux pour chaque pays, chaque contexte, et voir comment nous pouvons être plus efficaces dans ce pays. »

Le programme a déjà pu enregistrer quelques succès précoces. En novembre 2016, le Maroc a adopté une nouvelle loi sur la traite humaine, et la GLO.ACT a organisé un atelier de développement des capacités sur la traite des personnes à Rabat pour 23 assistants sociaux et autres employés du système de justice correctionnelle. Au Caire, la GLO.ACT et des officiels du gouvernement ont organisé un événement en décembre 2016 pour conduire une sensibilisation du public sur une nouvelle loi contre la migration illégale et le trafic des migrants.

#### LE RÔLE DES FORCES ARMÉES

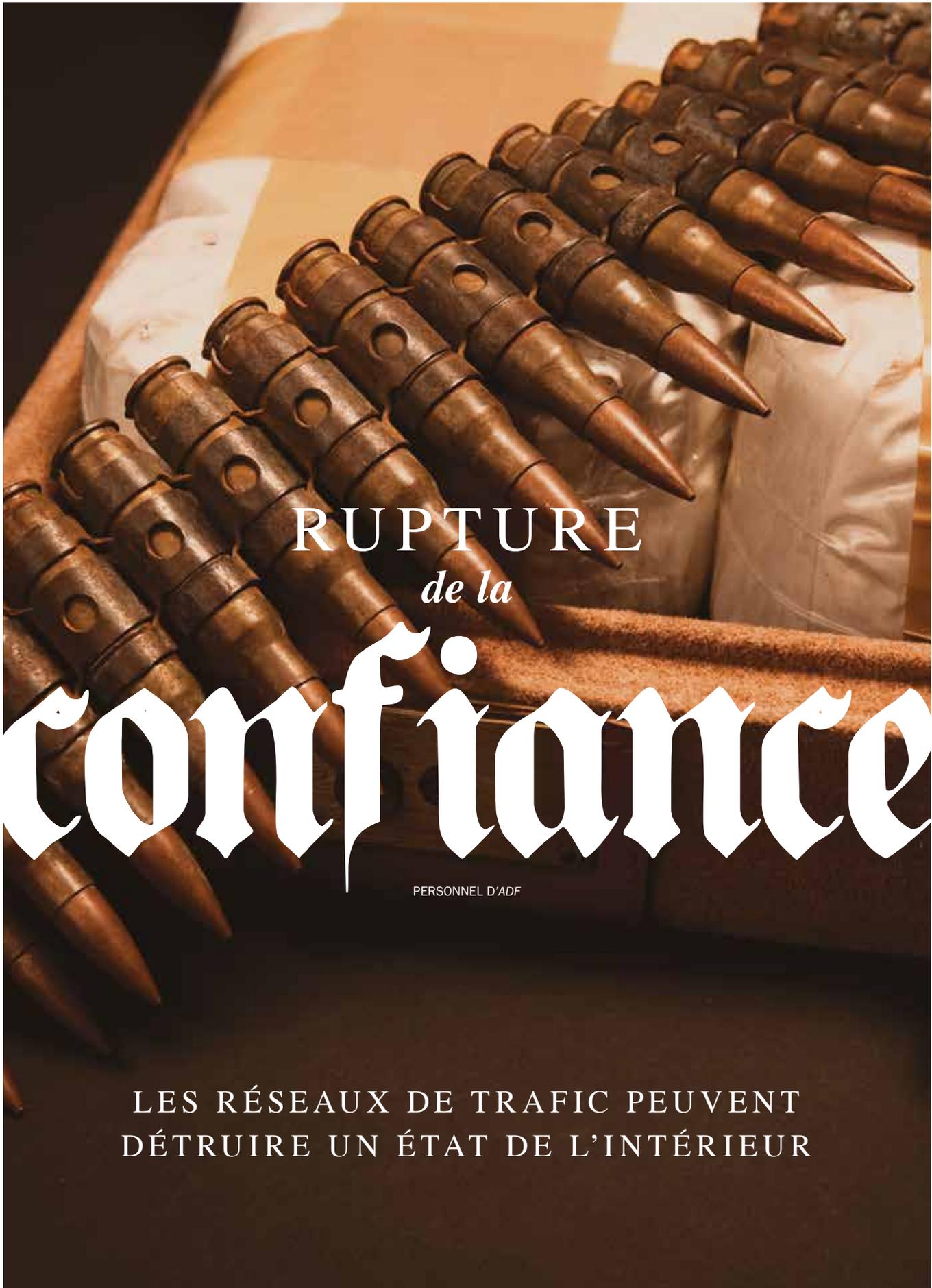
La GLO.ACT est principalement guidée par des consultations en cours avec les gouvernements nationaux, aussi la participation des militaires et des gendarmes dans les travaux du projet dépend des besoins et des souhaits des pays individuels, déclare Mme Akullo.

Une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, en date du 20 décembre 2016, demande aux pays membres de travailler ensemble pour combattre la traite humaine, notamment dans les zones de conflit où des missions de maintien de la paix existent. Les conflits créent les migrants et la dégradation de l'état de droit. Il est donc probable que les soldats feront face à la traite des personnes à un moment ou à un autre. Les militaires sont aussi placés aux postes frontières et assurent la sécurité côtière, où il est probable qu'ils détecteront le trafic des migrants et la traite des personnes.

Les victimes de la traite humaine se mélangeront aux demandeurs d'asile, aux migrants clandestins et aux migrants en situation irrégulière ; cela veut dire que la formation avant le déploiement sera cruciale.

Les militaires des pays peuvent aussi faire face à la traite humaine dans d'autres circonstances, notamment lors des activités d'achat et de chaîne d'approvisionnement. La traite humaine et le travail forcé existent dans divers secteurs tels que l'industrie manufacturière, la pêche, la construction, l'industrie textile et les travaux domestiques. Les achats militaires à grande échelle devront éviter de soutenir la traite.

« Je pense que tout le monde a un rôle à jouer », déclare Mme Comrie. « C'est un crime qui affecte tous les secteurs de la société, toutes les régions du monde, tous les pays du monde ; aucun endroit n'est exempté du problème. » □



RUPTURE  
*de la*

# confiance

PERSONNEL D'ADF

LES RÉSEAUX DE TRAFIC PEUVENT  
DÉTRUIRE UN ÉTAT DE L'INTÉRIEUR

ISTOCK

Au début des années 2000, l'Afrique de l'Ouest devint le point d'entrée préféré par les trafiquants qui amenaient les stupéfiants de l'Amérique du Sud à l'Europe.

Cela suscita un type nouveau d'activité économique dans les pays côtiers du golfe de Guinée, et beaucoup de ceux qui y vivaient l'ont considérée comme une opportunité de gagner de l'argent. Accepter des pots-de-vin des trafiquants de stupéfiants ou offrir un passage sûr aux contrebandiers était généralement considéré comme un crime sans victime. Après tout, ce produit mortel n'était pas destiné aux consommateurs africains. Ces trafiquants ne faisaient que traverser la région.

Certains résidents qui participaient au trafic de stupéfiants ont atteint un statut social élevé dans leur communauté.

« Lorsque vous pouvez envoyer avec succès des stupéfiants hors du Ghana et retourner, vous recevez des titres honorifiques traditionnels. Mon titre favori est osammerea, ce qui veut dire guerrier victorieux », déclare le Dr Kwesi Aning, directeur de la faculté des affaires académiques et de la recherche au Centre international de formation au maintien de la paix Kofi Annan du Ghana.

« Vous avez fait la guerre sur le terrain européen ou américain », déclare le Dr Aning à ADF. « Vous vous êtes infiltré, vous avez vendu vos drogues et vous êtes revenu. Vous avez construit une jolie maison, vous avez contribué un peu à la construction d'une école ou d'une église. Par conséquent, on vous considère comme un vainqueur de la guerre. »

Mais le coût de cette guerre est devenu vite évident. Les autorités publiques et le secteur du maintien de l'ordre sont devenus plus corrompus. Des économies parallèles ont surgi, où les biens sont transportés et vendus sans être taxés. Les citoyens mécontents ont perdu confiance dans leur gouvernement et dans le personnel des forces de l'ordre. Dans des endroits comme la Guinée-Bissau et le Nord du Mali, les trafiquants sont devenus plus puissants que l'état lui-même. Cela a conduit à une rupture de l'état de droit et, finalement, à l'effondrement de l'état.

Les experts déclarent que la corruption de l'état due aux criminels transnationaux est un processus lent, ce qui le rend facile à ignorer. Ce n'est pas comme une menace de guerre ou de terreur qui peut être affrontée directement, mais elle n'en est pas moins dangereuse.

« Les réseaux criminels transnationaux puissants menacent directement l'état proprement dit, pas par une confrontation ouverte mais en pénétrant les institutions de l'état grâce aux pots-de-vin et à la corruption, et en les corrompant et les sapant de l'intérieur », écrit Peter

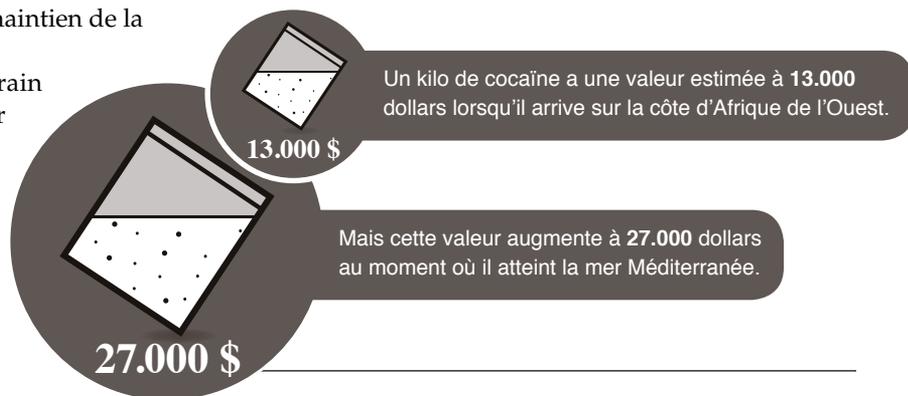
Gastrow, ancien parlementaire d'Afrique du Sud et directeur de programmes à l'Institut international de la paix. « Les états qui n'ont pas la capacité de combattre cette pénétration ou qui [y] consentent courent le risque de devenir des états criminalisés ou "capturés". »

## LA CORRUPTION

Pour assurer le mouvement des biens illicites, les trafiquants ont besoin de l'aide des officiels dans les ports, le long des routes et aux frontières. Heureusement pour les trafiquants, ils ont de l'argent pour cela et les officiels mal payés sont souvent tentés d'accepter des pots-de-vin.

« Dans un pays africain assez pauvre, 100 dollars représentent beaucoup d'argent pour un officier de police », a déclaré à IRIN l'ancien président du Nigeria Olesegun Obasanjo. « Il lui suffit de détourner les yeux. »

Le coût de la corruption est tellement élevé qu'un kilo de cocaïne a une valeur estimée à 13.000 dollars



lorsqu'il arrive sur la côte d'Afrique de l'Ouest, mais cette valeur augmente à 27.000 dollars au moment où il atteint la mer Méditerranée, selon la Commission ouest-africaine de drogues. Une grande partie de la plus-value est due aux pots-de-vin payés aux officiels pendant le transport.

« Toutes les institutions du secteur public deviennent corrompues par ces réseaux », déclare le Dr Aning. « De la police à la douane, l'immigration, les forces armées, les juges, les chefs, le secteur de l'éducation. Cela veut dire que les narco[trafiquants] les plus sophistiqués peuvent transférer sélectivement leurs drogues d'un pays à l'autre, sachant que le pays est faible dans certains secteurs. »

Une fois que la corruption prend racine, elle peut rapidement se propager aux plus hauts niveaux. Les personnages notoires arrêtés au cours des dernières années pour trafic de stupéfiants incluent le chef d'état-major de la force aérienne de la Guinée-Bissau, le directeur adjoint du service de répression du trafic



Un officier de police du Sénégal brûle des drogues illégales.

REUTERS



de drogues du Liberia et le fils du président de la Guinée. En 2016, sur la toute petite île Maurice, sept officiers de police ont été déclarés coupables de trafic de stupéfiants, y compris un officier qui avait été capturé à son retour de Madagascar avec 3 kilos d'héroïne. Cet officier fut plus tard retrouvé mort dans sa cellule de prison, ce qui conduisit à des allégations de dissimulation de la part d'autres officiers corrompus.

« Lorsque la police, qui est supposée être gardienne et protectrice de la société, s'empêtre dans ce type de trafic, cela crée un problème majeur pour la société », a déclaré à Radio France Internationale Anil Gayan, ministre de la santé de Maurice.

### DES GENS MÉCONTENTES

Une fois que les citoyens reconnaissent que l'état est corrompu, ils ont tendance à s'en distancer. Ils votent moins parce qu'ils ne font plus confiance aux candidats ou au système. Ils ne font pas de demande de licences commerciales parce qu'ils ont peur d'être forcés à payer un pot-de-vin au bureau des licences. Et ils ont tendance à ne pas signaler les crimes, car ils croient que la police ne les aidera pas.



AFP/GETTY IMAGES

# « IL EST BIEN CONNU QU'UN PAYS QUI TRAFIQUE EST UN PAYS QUI CONSOMME, ET UNE RÉGION QUI TRAFIQUE EST UNE RÉGION QUI CONSOMME. »

— Adrienne Yandé Diop  
Ancien commissaire, CEDEAO

« Les gens s'éloignent simplement de l'état », déclare le Dr Aning. « La plupart des citoyens auront très peu à faire avec l'état parce qu'ils ne sont pas sûrs. Je vous assure que c'est un développement troublant, déshumanisant et de plus en plus menaçant. »

Les gens ordinaires sont les premiers à souffrir des dommages causés par la contrebande. Au cours des dernières années, la fiction selon laquelle les drogues traversaient simplement l'Afrique de l'Ouest et n'affectaient pas les gens qui y vivaient a été démolie. Un rapport de 2008 de l'Organisation des Nations unies a montré que le tiers de la cocaïne à destination de l'Europe restait sur le marché africain pour être consommée localement. Plus récemment, des laboratoires sont apparus où les trafiquants fabriquent des drogues synthétiques à destination des marchés africains. La dépendance, les overdoses et les crimes de rue liés aux stupéfiants ont tous augmenté.

« Il est bien connu qu'un pays qui trafique est un pays qui consomme, et une région qui trafique est une région qui consomme », déclare Adrienne Yandé Diop, ancien commissaire pour le développement en faveur des femmes et le développement humain de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest. « Notre région devient une région consommatrice et nos jeunes [sont] les plus affectés. »

## UNE ÉCONOMIE PARALLÈLE

À la base, le trafic est une activité économique qui se produit hors du contrôle de l'état. Ceci conduit certains à la catégoriser d'« économie parallèle » et lorsque ce commerce souterrain atteint une taille qui est presque aussi grande que l'économie officielle, cela cause des problèmes.

À la pointe du trafic des stupéfiants en 2008, une quantité estimée de 50 tonnes de cocaïne, d'une valeur de 2 milliards de dollars, était transportée vers l'Afrique de l'Ouest. En comparaison, les investissements directs étrangers combinés pour huit pays d'Afrique de l'Ouest s'élevaient à 1,15 milliard de dollars en 2011. Ce raz de marée d'argent de la drogue a un effet perturbateur sur les économies locales.

Dans ses recherches, le Dr Aning a découvert que l'argent provenant des stupéfiants qui pénètre dans les économies de l'Afrique de l'Ouest fait augmenter les prix de 10 à 15 pour cent. Le phénomène fait aussi grimper la monnaie locale, ce qui cause l'augmentation du prix des articles ordinaires.

Les passagers arrivant à l'aéroport international de Kotoka à Accra, au Ghana, sont avertis des sanctions liées au trafic des stupéfiants.

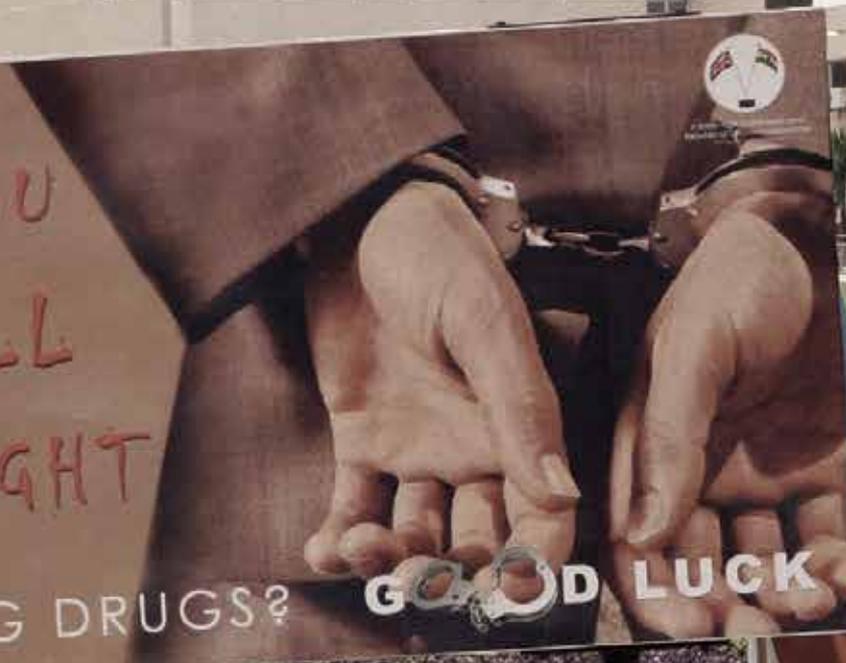


ANTHONY AIRPORT



SOON YOU  
TOO WILL  
BE CAUGHT

TRAFFICKING DRUGS? **GOOD LUCK**







Un gendarme de la Côte d'Ivoire observe des sacs de cannabis saisis qui sont incinérés.

AFP/GETTY IMAGES

« Il augmente le coût de faire des affaires, il sape les bénéfiques, il sape effectivement le capital social et la confiance », déclare le Dr Aning. « Il rend l'environnement très instable. »

En outre, l'état ne taxe pas et ne contrôle pas l'argent du trafic, et seules quelques personnes gardent les bénéfices. L'état fléchit régulièrement, il devient moins efficace et la pauvreté s'accroît. À mesure que les opportunités d'emploi diminuent dans l'économie officielle, de plus en plus de gens recherchent un emploi dans l'économie parallèle. L'impact sur la capacité de l'état à assurer la santé et le bien-être des citoyens peut être dévastateur.

### DES CENTRES ALTERNATIFS DU POUVOIR

Une fois que l'état est affaibli, les trafiquants interviennent pour combler le vide. Un rapport de 2016 de la Brookings Institution par Lansana Gberie a montré que, dans le Nord du Mali avant la crise de 2012, les trafiquants étaient au sommet de la pyramide du pouvoir qui incluait les extrémistes, les kidnappeurs, les officiers de la police et de l'armée, les commerçants légitimes, les chefs tribaux et les politiciens.

Une « économie de protection » s'était développée au Nord du Mali et toutes les parties impliquées étaient motivées pour protéger les routes sur lesquelles les biens illicites étaient transportés.

« Les énormes profits, plutôt que l'idéologie, ont maintenu cette alliance », écrit M. Gberie. « Les efforts de lutte contre les drogues... étaient donc voués à l'échec puisque certaines personnes qui étaient chargées de mettre en application ces mesures étaient elles-mêmes engagées dans le trafic. »

Il n'est pas surprenant que des alliances se soient développées au Mali entre les trafiquants et les groupes extrémistes violents. L'un des exemples les plus notoires est celui de Mokhtar Belmokhtar, qui est devenu chef de bande engagé dans la contrebande des cigarettes au Nord du Mali, et dans la perception des taxes de protection auprès d'autres contrebandiers. Il a utilisé les profits de ce commerce pour financer des attaques terroristes. D'autres groupes extrémistes, notamment al-Shebab, EIIL et al-Qaïda au Maghreb islamique ont formé des partenariats de travail avec les trafiquants pour financer leurs activités.

Le Dr. Aning déclare qu'il a été témoin

de ce lien entre le trafic et la terreur lors de recherches sur le terrain au Mali et au Burkina Faso. « Les groupes radicaux connaissent très bien le terrain car ils se cachent toujours », déclare-t-il. « Ils savent où se trouvent les points d'eau, ils savent où on peut conduire un 4x4 dans le désert. Ils connaissent aussi la plupart des petites communautés. Il existe des intérêts opportunistes qui se rejoignent. ... Les deux parties découvrent qu'elles peuvent faire des affaires l'une avec l'autre. »

Au Nord du Mali, l'alliance s'est révélée insoutenable. En 2012, des officiers des forces armées du Mali déclarèrent qu'ils en avaient assez du manque de financement et de la corruption chronique de l'état. Un capitaine lança un coup d'état et renversa le gouvernement du président Amadou Toumani Touré. Dans le chaos qui a suivi, les résidents touaregs du Nord du Mali se sont révoltés, en déclarant leur colère de longue date face au manque de représentation, au manque d'investissements publics et à la carence de l'état dans leur région. Le Mali est devenu un état en faillite nécessitant une intervention internationale.

### ÉVIDÉ

En ce qui concerne la défaite du trafic illicite, l'enjeu est le plus élevé. M. Gastrow d'Afrique du Sud a comparé les pays africains infestés par le crime transnational à des termitières, quelque chose que l'on voit souvent dans la savane. De l'extérieur, ces monticules semblent solides, mais à l'intérieur ils sont évidés et donc faciles à renverser.

Les pays qui ne luttent pas proactivement contre les réseaux de trafic risquent de devenir aussi évidés et fragiles que ces monticules.

« Bien que, pour un observateur, [il] semble être un état relativement sain, il est en fait affaibli par un processus de décomposition interne », écrit M. Gastrow dans une étude sur les défis du trafic illicite au Kenya. « La corruption endémique et les réseaux criminels transnationaux puissants sapent de l'intérieur les institutions de l'état et la confiance du public dans celles-ci. Les termites sont au travail, en évidant les institutions de l'état de l'intérieur. De ce fait, le développement est entravé, la gouvernance est sapée, la confiance du public dans les institutions est détruite et la confiance internationale ... est constamment mise à l'épreuve. » □

# UNE COURSE TRANSATLANTIQUE DE VOILIERS MET À L'ÉPREUVE LES JEUNES SUD-AFRICAINS



AFP/GETTY IMAGES

AGENCE FRANCE-PRESSE

**C**es sept marins qui ont participé à une course océanique épique à destination du Brésil sont jeunes, déterminés et proviennent de quartiers du Cap connus pour leurs bandes plutôt que leurs yacht clubs.

L'équipage du Gryphon, navire de 43 pieds (13 m), a participé à la course Cape2Rio, aventure de 5.600 kilomètres traversant le Sud de l'océan Atlantique jusqu'à Rio de Janeiro.

La course a commencé avec vingt-huit yachts, dont les équipages comprenaient des marins professionnels et des amateurs enthousiastes, pour faire une

traversée intercontinentale. L'équipe du Gryphon avait été rassemblée par le Hout Bay Youth Sailing Development Trust, situé tout près du Cap, dans le cadre de ses efforts avec les jeunes défavorisés.

« L'objet de la formation marine est de faire sortir des rues quelques jeunes », déclare Theo Yon, le capitaine du Gryphon. « Nous avons des jeunes provenant des communautés défavorisées, et nous avons aussi des jeunes qui ont de l'argent, donc c'est un mélange. »

M. Yon, 27 ans, qui est originaire de Hangberg, quartier difficile à côté de Hout Bay, a avancé par lui-même dans le système de formation et aide maintenant d'autres jeunes.

Pendant des mois, l'équipage s'est entraîné au large de la côte du Cap pour la course, laquelle est traditionnellement caractérisée par environ 20 jours de travail acharné, peu de sommeil et un danger constant.

Cole Davids, 16 ans, qui ne fait pas partie de l'équipage de la course, déclare que le Hout Bay Sailing Trust offre un mode de vie différent de celui des zones les plus violentes et les plus pauvres du Cap.

« Il me permet d'éviter les choses terribles qui se produisent dans les rues : la drogue, les meurtres, les coups de couteau », déclare-t-il.

Le Gryphon est arrivé 10ème sur les 20 voiliers qui ont terminé la course en janvier 2017.

## UN SCULPTEUR CONGOLAIS SE TOURNE VERS LE PASSÉ

AGENCE FRANCE-PRESSE

Dans la région des Grands Lacs ravagée par la guerre de la République démocratique du Congo, Sauveur Mulwana, menuisier qui est devenu sculpteur, a réalisé une série de statues monumentales au cours des dix dernières années, dans le cadre de sa mission putative pour faire revivre l'histoire locale et encourager la paix.

Cet homme de 42 ans est rentré chez lui à Butembo, ville grouillante de plus d'un million près des frontières avec le Rwanda et l'Ouganda, lorsque son négoce de menuiserie a été rasé par l'éruption du volcan Nyiragongo dans la ville de Goma.

Butembo est le foyer des Nande, ethnie de la République démocratique du Congo et de l'Ouganda, et il s'ensuit donc que l'une des œuvres les plus attrayantes de M. Mulwana, lui-même un Nande, est la gigantesque représentation d'un roi nande. Placée sur un piédestal bleu vif dans un rond-point de la ville, elle montre le mwami (roi) Kighombwe II Lusengo Kirugho, qui est décédé à plus de 80 ans en 2010 après un long règne, portant un habit de style occidental et contemplant un point distant.

Les mwamis exercent toujours un pouvoir, notamment

en répartissant les terres dans cette région principalement agricole qui doit maintenant héberger un nombre gigantesque de réfugiés sans terre, après deux décennies de conflit.

Le mwami Kighombwe « a aidé à maintenir les Nande unifiés » et il « est le symbole de la tolérance », déclare M. Mulwana. Les anciennes croyances et coutumes des mwamis étaient cruciales pour l'avenir pacifique de Butembo.

Lorsque M. Mulwana et sa femme sont venus à Butembo en 2002, il a été frappé par le fait que la ville « n'avait absolument aucune œuvre d'art ». Il déclare qu'il s'est senti « vulnérable » lorsqu'il réalisa que le nouveau mode de vie moderne avait mis fin à la tradition orale africaine. Il décida d'intervenir pour aider les habitants de Butembo à préserver leur histoire, leur culture et leur héritage.

Il passa les trois années suivantes à lire des livres et à s'entretenir avec les aînés. Le résultat fut le Monument historique de Butembo, érigé sur une place au cœur de la ville. Il met en valeur la tradition nande d'agriculture et de chasse, leur évangélisation à l'époque coloniale belge, et leurs commerçants modernes.

Le sculpteur Sauveur Mulwana devant l'un des monuments qu'il a créé à Butembo, dans la République démocratique du Congo.

AFP/GETTY IMAGES



Riyad Mahrez  
THE ASSOCIATED PRESS

## LE JOUEUR ALGÉRIEN MAHREZ EST NOMMÉ FOOTBALLEUR DE L'ANNÉE

BBC NEWS À BBC.COM.UK/NEWS

**R**iyad Mahrez a été couronné footballeur africain de l'année 2016 par la BBC.

Les supporters du monde entier ont voté pour ce milieu de terrain, qui joue pour l'équipe nationale algérienne, surnommée les Fennecs, ainsi que pour Leicester City dans la Premier League anglaise. Il a devancé Pierre-Emerick Aubameyang, Andre Ayew, Sadio Mane et Yaya Toure lors du vote.

Le prix couronne une année exceptionnelle pour cet ailier de 25 ans, qui avait déjà remporté le titre de la Premier League et avait été voté Joueur de l'année par la Professional Footballers' Association.

C'était un hommage supplémentaire pour son excellente forme, puisque M. Mahrez, dont la famille est originaire de la petite ville d'El Khemis en Algérie, prit d'assaut la Premier League. Il a été un élément moteur dans le triomphe étonnant du titre de Leicester City, en marquant 17 buts et fournissant 11 passes décisives, The Foxes ayant gagné avec des chances qui avaient été estimées à 5.000 contre 1 avant la saison.

En mai 2016, M. Mahrez est devenu le premier Africain à être voté meilleur joueur de la ligue par ses collègues professionnels, seulement deux ans après avoir rejoint Leicester en provenance du Havre, pour plus de 500.000 dollars.

M. Mahrez, qui avait commencé à jouer au foot dans la rue lorsqu'il était jeune, est devenu une étoile brillante en compagnie de quelques-uns des meilleurs footballeurs du monde. En 2016, il a prouvé qu'il pouvait réussir au plus haut niveau, en marquant quatre buts au cours de ses cinq premiers matchs de la Ligue des champions.

Il a aussi excellé sur la scène internationale. Dans cinq matchs pour l'Algérie, il a marqué deux buts, fourni cinq passes décisives et aidé l'équipe à se qualifier pour la Coupe d'Afrique des nations.



## Le gazoduc entre le Nigeria et le Maroc ouvre de nouvelles perspectives

REUTERS

Le Nigeria et le Maroc viennent de signer un accord de coentreprise pour la construction d'un gazoduc qui reliera les deux nations et d'autres pays africains à l'Europe.

Selon Geoffrey Onyema, ministre des Affaires étrangères du Nigeria, l'accord a été conclu lors d'une visite du roi Mohammed du Maroc à Abuja, capitale du Nigeria.

M. Onyema a déclaré que le projet visait au développement d'un marché régional de l'électricité qui soit compétitif, avec un potentiel d'expansion sur les marchés européens de l'énergie. Aucune date n'a

encore été fixée pour le début de la construction du gazoduc, et le coût du projet n'a pas été détaillé.

M. Onyema ajoute : « Le Nigeria et le royaume du Maroc ont également validé un projet

de développement de pôles industriels intégrés au sein de la sous-région dans des domaines comme la fabrication, l'agro-alimentaire et les engrais pour attirer les capitaux étrangers et améliorer la compétitivité à l'exportation. »

Le Nigeria est un pays riche en pétrole mais qui produit peu d'électricité, rendant ses industries moins compétitives. L'économie du pays enregistre une récession provoquée par une chute des cours du brut.

Les militants du delta du Niger, région de production du pétrole, ont fait sauter les gazoducs car ils réclament une plus grande part dans la fortune pétrolière du pays, ce qui a également contribué à une baisse de la production de brut en 2016.

Un homme marche sur un oléoduc près de la plage d'Akodo dans les environs de Lagos, au Nigeria. REUTERS

## La ministre de l'Environnement du Nigeria occupera un poste de leader au sein de l'ONU

VOICE OF AMERICA

Amina Mohammed, ministre de l'Environnement du Nigeria, a été nommée secrétaire générale adjointe des Nations unies.

Cette nomination, faite par Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, reflète la promesse de celui-ci d'atteindre la parité des sexes parmi les hauts dirigeants de l'organisation pendant son quinquennat. Il a également nommé la diplomate brésilienne Maria Luiza Ribeiro Viotti au poste de chef de cabinet et Kyung-wha Kang de la Corée du Sud au poste nouvellement créé de conseillère spéciale sur la stratégie.

« Nous devons donner les moyens aux jeunes d'influencer et de participer à la vie politique et économique de leur pays et de leur communauté, de devenir des agents de la paix et du développement », déclare Mme Mohammed pendant le premier discours prononcé dans le cadre de ses nouvelles fonctions. « Les solutions du passé ne suffiront pas à elles seules à faire face aux enjeux de l'avenir. »

En 2016, 35 pour cent de l'effectif de 40.131 employés du Secrétariat général des Nations unies étaient des femmes, chiffre qui tombe à 21,5 pour cent pour les postes de sous-secrétaire général, soit 17 femmes sur 79 postes ouverts.

Avant d'être nommée ministre de l'Environnement en 2015, Mme Mohammed occupait le poste de conseillère spéciale pour la planification du développement après 2015 auprès de l'ancien secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon.

Ce rôle lui a permis de faire adopter les objectifs de développement durables des 15 années à venir par l'Assemblée générale.



REUTERS

# La France fait don de véhicules au Cameroun pour lutter contre Boko Haram

REPORTAGE ET PHOTOS DE L'AMBASSADE DE FRANCE AU CAMEROUN

En signe de son soutien à la lutte contre l'extrémisme, la France a fait don de 10 véhicules tactiques et de 5 camions de transports aux Forces armées du Cameroun. Tous ces véhicules, parmi lesquels se trouve un véhicule sanitaire entièrement équipé, ont été présentés au ministre de la Défense du Cameroun, Joseph Beti Assomo, par l'ambassadeur de France, Gilles Thibault, en novembre 2016.

Les véhicules sont équipés d'armes et de matériel de transmission, et sont fournis avec des fusils de précision, des casques et des gilets pare-balles. D'une valeur estimée à 705.000 dollars, ils sont destinés aux unités spéciales des Forces armées du Cameroun.

Ceci marquait le deuxième transfert de ce type en



2016 dans le cadre de la coopération militaire bilatérale franco-camerounaise, renforcée par la signature d'un accord de partenariat de défense le 21 mai 2009. Cela venait s'ajouter aux formations données par les militaires français au Gabon tout au long de l'année 2016.

Ce soutien dénote un renforcement du lien de solidarité entre la France

et le Cameroun dans la lutte contre Boko Haram.

Outre la formation et les équipements destinés aux unités spéciales, les efforts de coopération militaire entre la France et le Cameroun en matière de destruction des mines et de partage des renseignements sont en augmentation pour renforcer la lutte contre les groupes extrémistes armés.

## Les investisseurs se tournent vers l'avenir à l'occasion de Tunisia 2020

AGENCE FRANCE-PRESSE

**L**e Qatar et la France se sont engagés à fournir leur soutien financier à la Tunisie à concurrence de plus de 1 milliard de dollars lors d'une conférence sur les investissements destinée à relancer l'économie chancelante du pays.

Près de six ans après la révolution du Printemps arabe, la Tunisie fait face à des taux de chômage élevés, une croissance faible et une industrie du tourisme menacée par les attaques répétées des djihadistes.

L'objectif de Tunisia 2020, conférence de deux jours qui a eu lieu en Novembre 2016, était de remettre la nation d'Afrique du Nord « sur la carte des investissements en Méditerranée » selon les responsables.

L'émir du Qatar Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani s'est engagé à fournir 1,25 milliard de dollars en soutien financier lors de l'ouverture de la conférence. Il a déclaré que cet argent servirait à « soutenir l'économie tunisienne et à renforcer son processus de développement. » Il n'a pas détaillé sous quelle forme cette aide serait apportée.

Le Premier ministre français Manuel Valls a déclaré que l'Agence française de développement comptait investir « au moins 265 millions de dollars par an » en Tunisie.

« Nous allons également mettre en place des opérations



Le Premier ministre français Manuel Valls arrive à Tunis pour la conférence Tunisia 2020. REUTERS

pour convertir la dette tunisienne en projets de développement », a-t-il dit.

Il a fait l'éloge de la Tunisie pour sa « transition exemplaire » à la suite de la révolution de 2011 et a déclaré qu'il était « du devoir et de la responsabilité » de la France de soutenir le pays.

Le gouvernement tunisien compte sur une participation de plus de 2.000 dirigeants commerciaux, financiers et politiques provenant de 40 pays différents pour attirer des milliards de dollars en investissements.

Il lance également des appels d'offres pour 140 projets dans des secteurs tels que les infrastructures, l'agriculture, et la haute technologie, pour un montant total de 32 milliards de dollars.



## DES SIGNES DE PROGRÈS

LORS DE LA RÉOUVERTURE DE LA FRONTIÈRE  
ENTRE LE CAMEROUN ET LE NIGERIA

VOICE OF AMERICA

Pour la première fois depuis trois ans, la frontière entre le Nigeria et le Cameroun est complètement ouverte. Les officiels des deux pays se sont réunis dans la capitale camerounaise de Yaoundé en décembre 2016 pour examiner les questions de sécurité et ont déclaré que la réouverture était un signe manifeste de progrès dans la lutte contre Boko Haram.

« Seul un environnement sécuritaire peut fournir [une] avenue aux activités de négoce et de commerce importantes, ainsi qu'un échange libre de biens et de services », a déclaré le général Abba Mohammad Dikko, chef de la délégation nigérienne.

« La coopération et le soutien indéfectibles du Cameroun ont vraiment réduit la menace de la secte Boko Haram sous tous ses aspects », a-t-il ajouté. « Le succès contre Boko Haram

mettra un terme au mouvement des réfugiés à travers les frontières et créera un environnement propice au retour et au rapatriement des déplacés internes vers leurs terres ancestrales. »

L'insurrection de Boko Haram a commencé au Nord-Est du Nigeria en 2009, pour se propager finalement aux pays voisins du Cameroun, du Tchad et du Niger. Le conflit a déplacé 2,7 millions de personnes, selon l'Organisation des Nations unies. Au moins 20.000 personnes ont été tuées.

La fin du conflit, bien qu'elle soit bienvenue, posera de nouvelles questions, a déclaré le professeur Saibou Issa, historien et membre de la délégation du Cameroun.

« Nous savons aujourd'hui que des milliers de personnes, notamment de jeunes hommes du Cameroun, du Nigeria et du Tchad, avaient rejoint Boko Haram », a déclaré M. Issa. « Alors que les attaques de Boko Haram diminuent progressivement, il est peut-être temps de penser à la façon dont les états vont gérer ces jeunes. La gestion des justiciers qui contribuent de beaucoup à la lutte contre Boko Haram présente un défi. »

Les zones frontalières du Nord du Cameroun ont été durement affectées par l'insurrection. L'agriculture et le commerce ont cessé de fonctionner. La zone commence maintenant à reprendre vie lentement, déclare Midjiyawa Bakari, gouverneur de la région de l'Extrême Nord du Cameroun.

« Nous avons reçu l'autorisation des chefs d'état d'ouvrir la frontière entre le Nigeria et le Cameroun, et les gens sont très heureux », déclare M. Bakari. « Les écoles sont à nouveau ouvertes. Nous avons des camions qui viennent de Maiduguri vers N'Djaména en passant par Fotokol, Cameroun, et du Cameroun au Nigeria. »

Les préoccupations de sécurité continuent, et les deux pays avertissent de l'utilisation continuelle par Boko Haram des femmes kamikazes, ce que les officiels décrivent comme étant les derniers coups de fouet d'un monstre sur le point de mourir.

## LE KENYA BRÛLE LES ARMES ILLÉGALES

REUTERS

**L**e Kenya a incendié 5.250 armes à feu illégales dans le cadre d'un effort national pour lutter contre les crimes tels que le vol de bétail, la piraterie routière et le terrorisme.

L'incendie a détruit des armes qui avaient été confisquées par des membres des forces de l'ordre ou qui avaient été remises volontairement à des agents qui recueillaient les armes illégales légères et de petit calibre.

« Ici au Kenya, les armes de petit calibre sont impliquées dans un grand nombre d'assassinats, dans des actes de violence armée, parmi ceux-ci les conflits intercommunautaires, le vol de bétail, les crimes violents et le braconnage », a déclaré le président adjoint William Ruto lors d'un discours

précédant le brûlage des armes en novembre 2016.

« Leur présence a aussi intensifié les menaces dues aux crimes transnationaux tels que le terrorisme, la traite des personnes, la piraterie et le trafic des stupéfiants », a déclaré M. Ruto.

Le groupe extrémiste al-Shebab basé en Somalie, qui cherche à renverser le gouvernement somalien et imposer une version stricte de la charia, a conduit régulièrement des attaques au Kenya voisin au cours des dernières années, comme représailles pour la participation du Kenya dans la mission de l'Union africaine en Somalie. Le Kenya avait organisé des événements similaires pour brûler les armes illégales en 2003, 2005 et 2010.





# LA TUNISIE *CHASSE LES* CELLULES TERRORISTES

REUTERS

Les forces de sécurité tunisiennes ont démantelé 160 cellules terroristes au cours des 10 premiers mois de 2016, environ 45 pour cent de plus que pendant l'ensemble de 2015, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

Une déclaration du ministère précise que le pays a arrêté 850 personnes soupçonnées de terrorisme entre janvier et octobre 2016, comparé à 547 pour l'ensemble de 2015. Les forces de sécurité ont intensifié leurs efforts pour traquer les militants après trois attentats meurtriers dont a souffert la Tunisie, y compris deux qui avaient ciblé des touristes étrangers.

En mars 2016, les forces de sécurité ont repoussé la tentative de l'État islamique d'occuper la ville de Ben Guerdan près de la frontière avec la Libye. La Tunisie a été le seul pays à connaître une transition démocratique relativement pacifique après les soulèvements du Printemps arabe de 2011, mais elle a eu des difficultés pour maîtriser les militants islamistes, en partie à cause des retombées de l'instabilité libyenne.



Un officier de police tunisien garde un cimetière à Ben Guerdan, près de la frontière libyenne. REUTERS

# L'UGANDA écrit l'histoire

avec

## UN GÉNÉRAL DE SEXE FÉMININ

PERSONNEL D'ADF

**UN OFFICIER DE LONGUE DATE** de la Force de défense du peuple ougandais a été nommé Major-général, le premier du sexe féminin dans le pays.

Le président Yoweri Museveni a annoncé à la mi-janvier 2017 que Proscovia Nalweyiso, 62 ans, était promue à ce nouveau grade dans le cadre des changements radicaux affectant les forces armées. Elle est aussi la première femme à atteindre ce rang dans toute l'Afrique de l'Est.

Le Major-général Nalweyiso est entrée sur la scène nationale pendant la Guerre de brousse de 1986, appelée aussi Guerre civile ougandaise, qui a conduit à la présidence de M. Museveni.



Le Major-général Proscovia Nalweyiso CHIMPREPORTS

La générale, issue d'une famille de 20 enfants, est devenue active en politique vers 1979, lorsqu'elle travaillait comme enseignante subalterne et dactylographe dans une église. En 1980, en tant que membre du Parti démocratique, elle avait été choquée lorsque le Congrès du peuple de l'Ouganda avait remporté les élections, permettant ainsi au président Milton Obote de rester au pouvoir. L'élection, qui selon Mme Nalweyiso était truquée, s'était suivie d'attaques visant les membres du Parti démocratique.

Elle rejoint la NRA (National Resistance Army, Armée nationale de la résistance) en 1982 en tant que guérillero. Un an plus tard, la section des femmes est créée au sein de la NRA et Mme Nalweyiso devient son premier commandant. Quatre ans plus tard, la NRA prend le contrôle du pays et elle est promue au grade de capitaine d'une unité de femmes au sein des forces armées.

Depuis lors, elle a été conseillère principale de la Chambre des députés sur les questions de défense et elle est considérée comme conseillère de confiance du président. Elle est mère de quatre enfants et croit que les Forces armées de l'Ouganda offrent une excellente carrière pour les travailleuses opiniâtres de son pays.



WORLD BICYCLE RELIEF

## De jeunes Kényanes obtiennent des vélos pour aller à l'école

VOICE OF AMERICA

**D**ans l'Ouest du Kenya, les enfants se déplacent souvent sur de grandes distances pour se rendre à l'école. Maintenant, un programme offrant des vélos aux jeunes filles les aide à rester à l'école plus longtemps et à éviter d'autres problèmes, notamment la grossesse précoce.

Loise Luseno, jeune fille de 16 ans originaire de Kakamega, au Kenya, marchait habituellement pendant 10 kilomètres pour se rendre à l'école. En 2015, elle renonça temporairement à cause de la distance. Les membres de sa famille travaillaient comme agriculteurs de subsistance et gagnent environ 30 dollars par mois, ce qui est loin d'être suffisant pour couvrir les dépenses alimentaires, de scolarité et de transport.

Vers le milieu de 2016, Loise retourna à l'école, cette fois sur une bicyclette. Son nouveau mode de transport a été fourni par World Bicycle Relief, groupe basé aux USA.

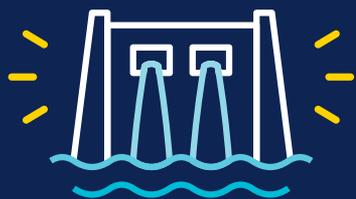
Christina Kwauk, experte de l'éducation des jeunes filles à la Brookings Institution, organisme de recherche basé à Washington, D.C., déclare que dans beaucoup de pays les jeunes filles font face à une longue série d'obstacles qui les empêchent d'aller à l'école. Parfois, la question concerne le fait qu'une société a des idées bien ancrées sur ce que les jeunes filles « peuvent faire et ne devraient pas faire alors qu'elles deviennent de jeunes femmes », en questionnant notamment si elles devraient recevoir une éducation quelconque.

Mme Kwauk déclare qu'une autre raison pour laquelle les jeunes filles pourraient ne pas participer à l'école concerne les obligations familiales. Les parents pourraient croire que, s'ils perdent l'aide des enfants à la maison, leurs revenus seront réduits. Par exemple, une famille pauvre d'agriculteurs cultive moins de denrées sans l'aide des enfants. Il y a aussi des obstacles financiers directs, déclare Mme Kwauk, par exemple les frais de scolarité, les livres et les repas. Dans les endroits où les familles estiment les garçons plus que les filles et les parents n'ont pas beaucoup d'argent, seuls les garçons sont envoyés à l'école.

Même avec le succès du programme de bicyclettes, il existe toujours des problèmes. Ainea Ambulwa, qui enseigne à l'école secondaire Bukhaywa à Kakamega, fait partie d'un comité chargé de la supervision des bicyclettes à l'école. Il s'assure que les cyclistes gardent leur vélo en bon état.

M. Ambulwa déclare que la lutte contre la pauvreté reste une question difficile. Certaines familles placent des choses lourdes sur les bicyclettes, ce qui les détériore, déclare-t-il. Puisque la famille n'a pas d'argent pour réparer la bicyclette, la jeune fille ne peut plus se rendre à l'école.

En 2015, deux groupes ont ouvert une usine de production de bicyclettes à Kisumu, au Kenya. Le prix d'une bicyclette est environ 180 dollars. C'est cher dans les zones rurales du Kenya, mais avec l'aide des donateurs le programme a livré environ 7.000 bicyclettes dans l'ensemble du pays. La plupart des personnes qui reçoivent un vélo sont des jeunes filles.



# UNE CENTRALE ÉLECTRIQUE

DU LIBERIA

*marque la fin d'une période sombre*

AGENCE FRANCE-PRESSE

La présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf a inauguré la première turbine d'une centrale hydroélectrique détruite pendant la guerre civile du pays.

« Merci à tous pour participer à cette journée historique, la journée où les lumières fortes ont remplacé, ne fût-ce qu'un peu, les lumières faibles du passé », déclara Mme Sirleaf lors d'une cérémonie à la centrale hydroélectrique Mount Coffee à la mi-décembre 2016.

La centrale, construite en 1967, desservait la capitale libérienne de Monrovia et d'autres zones jusqu'à ce qu'elle soit détruite en 1990.

Depuis la fin, en 2003, de la guerre civile dévastatrice du pays qui dura 14 ans, la production d'électricité a constitué le plus grand défi pour l'économie : les maisons, les entreprises, les hôpitaux et les écoles utilisaient tous des génératrices.

La centrale hydroélectrique, qui produit 22 mégawatts d'électricité et devrait en produire 88 lorsqu'elle sera achevée, contient 10 turbines. Une seule turbine était opérationnelle à la fin 2016.



AFP/GETTY IMAGES



AFP/GETTY IMAGES

## Une appli africaine aide les citoyens journalistes

MEDIA CLUB SOUTH AFRICA

**U**

ne nouvelle appli appelée Pocket Reporter est conçue pour les citoyens journalistes, les journalistes des communautés qui travaillent

pour des publications indépendantes et ceux qui souhaitent partager leurs histoires avec le monde entier. Vantée comme un « rédacteur des actualités dans votre poche », elle a été lancée en Afrique du Sud en octobre 2016.

Raymond Joseph, journaliste à Code for South Africa (Code4SA), déclare que les développeurs ont créé Pocket Reporter parce que de nombreux journalistes, en particulier les indépendants, n'avaient pas accès à un rédacteur d'actualités.

Pocket Reporter a été développé par Code4SA en partenariat avec l'Association of Independent Publishers. M. Joseph déclare que les partenaires ont conduit une étude de marché avant de concevoir l'appli et l'ont testée à nouveau avant de la lancer.

Pocket Reporter est un outil facile à utiliser qui aide les journalistes à recueillir toutes

les informations nécessaires, explique M. Joseph. Il s'assure qu'il n'existe pas de lacune dans l'histoire, donne des suggestions pour améliorer le contenu et vérifie que les auteurs posent les questions correctes.

Puisque la plupart des utilisateurs de téléphones intelligents d'Afrique utilisent des téléphones Android, l'appli peut être téléchargée gratuitement sur Google Play. Elle a une sélection d'articles typiques, tels que les articles de crime, de sport et de conférences de presse. Après avoir sélectionné une catégorie, l'appli « entraîne » l'auteur en posant une série de questions.

Si vous n'avez pas toutes les informations pour répondre aux questions posées par l'appli, déclare M. Joseph, vous pouvez retourner au texte. « Il est sauvegardé automatiquement dans l'appli. Vous pouvez toujours y retourner pour ajouter des informations. »

Pour maîtriser les coûts des données, aucune connexion Internet n'est nécessaire pour utiliser l'appli. La connexion est nécessaire seulement pour envoyer les informations par e-mail.

# Les Malawiens des zones rurales **obtiennent un Internet meilleur et plus économique**

CHARITY CHIMUNGU PHIRI/INTER PRESS SERVICE

Pour la première fois, un grand nombre de Malawiens vivant dans des zones rurales peuvent facilement accéder à l'Internet. C'est grâce à C3, fournisseur de services de communication et première entreprise commerciale à déployer des TVWS (TV White Spaces, espaces blancs de télévision) dans l'ensemble du pays pour une période d'essai de neuf mois.

6,5 pour cent seulement des Malawiens sont connectés à l'Internet. Pour atteindre les populations rurales, C3 a construit les TVWS. Le nouveau réseau dépend des fréquences non utilisées du spectre de télévision et il est projeté de s'étendre à l'ensemble du pays. Le service est fourni aux communautés et les gens accèdent au réseau par Wi-Fi.

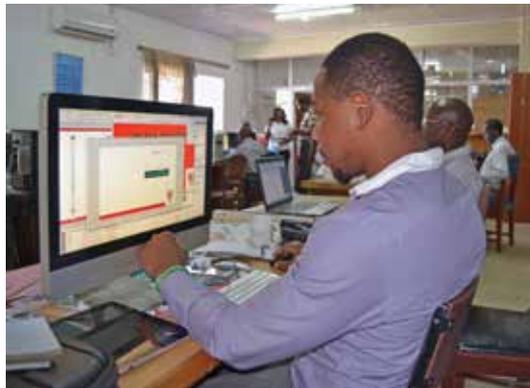
« C'est une façon économique et efficace d'obtenir l'Internet », déclare Elizabeth Kananji, étudiante de 17 ans à Malawi Polytechnic. « Certaines personnes ne peuvent pas

accéder à l'Internet car elles doivent payer un fournisseur de services, ce qui est difficile lorsque le prix est élevé. Mais avec TVWS, il n'est pas nécessaire de payer du moment que vous avez vos gadgets. Vous pouvez vous connecter, ce qui est super. »

Le Malawi a complété le projet d'essai technique des TVWS en 2015. C'était un effort de collaboration entre l'Autorité de réglementation des communications, le département de physique de Chancellor College et le Labo

sans fil T/ICT4D de Marconi en Italie. Le projet pilote des TVWS a eu lieu à Zomba en 2013. Le Malawi sera le premier pays du monde à déployer des TVWS dans l'ensemble du territoire.

Dans le monde, les TVWS offrent une alternative pour fournir l'Internet aux zones distantes et défavorisées sans utiliser le spectre de l'Internet traditionnel (spectre radio), lequel va devenir congestionné, selon les experts.



BOBBY KABANGO/IPS

## **La Zambie fait appel à sa force aérienne pour combattre les parasites**

AGENCE FRANCE-PRESSE

**L**a Zambie a ordonné à sa force aérienne nationale d'agir pour combattre les parasites qui ont envahi les récoltes de maïs et menacent les approvisionnements alimentaires vitaux. La force aérienne transporte des pesticides dans tout le pays pour que les champs puissent être pulvérisés afin de combattre les infestations des chenilles défoliantes, type de larve de papillon de nuit qui peut décimer les récoltes.

« La force aérienne de la Zambie a depuis lors commencé à transporter les produits chimiques », déclare le porte-parole du président Edward Lungu. « Le président a ordonné que les produits chimiques qui avaient été achetés pour les opérations d'urgence soient distribués dans l'ensemble du pays. »

Julius Shawa, secrétaire permanent du ministère de l'Agriculture, a déclaré aux journalistes que les chenilles défoliantes avaient endommagé des récoltes dans quatre des dix provinces du pays : la province centrale, la province du Copperbelt, la province de la Luapula et la province de Lusaka.

Le porte-parole de M. Lungu a déclaré que le président était préoccupé du fait que le rendement des récoltes serait sérieusement affecté « si l'infestation des chenilles n'était pas contrôlée rapidement ». M. Lungu a aussi déployé des équipes de soldats zambiens pour aider les agriculteurs à pulvériser les récoltes.

Le maïs est une culture de base dans de vastes régions d'Afrique.



REUTERS



Un technicien de l'Institut de recherche forestière du Kenya élague un acacia sur un site de recherche sur les terres sèches.

JUSTUS WANZALA/IPS

## Le Kenya plante des ARBRES PLUS RÉSISTANTS pour contrer l'avancée du désert

JUSTUS WANZALA/INTER PRESS SERVICE

**F**ace à une dégradation croissante qui engloutit de larges surfaces dans les zones arides et semi-arides, le Kenya s'efforce d'arrêter l'invasion du désert et de planter des arbres adaptés au climat.

Le Kenya a lancé un programme en septembre 2016, ciblant 5,1 millions d'hectares de terre dégradée et déforestée, pour les restaurer d'ici à 2030, déclare Charles Sunkuli, secrétaire du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles. Il ajoute que le Kenya va augmenter sa couverture forestière de 7 pour cent à un maximum de 10 pour cent.

« Nous avons introduit un fonds d'égalisation pour aider les communautés des terres sèches et dégradées à subsister et participer aux initiatives de restauration » déclare M. Sunkuli. Le Kenya localisera le projet surtout dans les zones arides et semi-arides, qui constituent jusqu'à 80 pour cent du territoire du pays.

M. Sunkuli déclare que le Kenya met en œuvre un programme pour promouvoir les espèces d'arbre résistantes à la sécheresse, telles que *Melia volkensii*, afin d'accroître la couverture forestière. Selon les autorités, l'accroissement de la population et la conversion des forêts en fermes ont conduit à une utilisation insoutenable de la terre, et contribué à la dégradation et la désertification.

À Tiva dans le Comté Kitui, à l'Est du Kenya, l'Institut de recherche forestière du Kenya a établi un centre de recherche pour cultiver des espèces d'arbre adaptées aux zones arides et semi-arides. Un projet de culture d'arbres qui a été lancé en 2012 donne aux agriculteurs des semences génétiquement améliorées de deux espèces, le mukau et l'acacia.

Le bois du mukau rapporte 100 shillings kényans (1 dollar américain) le pied (30 cm). Environ 400 arbres peuvent être cultivés sur un hectare. Lorsqu'ils arrivent à maturité, ils peuvent rapporter 200.000 à 250.000 dollars.

Les deux variétés d'arbre ont été surexploitées. Le mukau a une valeur équivalente à l'acajou et il est préféré par les fabricants de meubles ; l'acacia est estimé pour le charbon. Le but consiste à développer des arbres à croissance rapide qui peuvent être récoltés au bout de 15 à 20 ans. Environ 3.000 mukaus et 1.000 acacias ont été plantés sur 100 hectares au site de recherche de Tiva. Environ 2.500 kilos de semences ont été recueillis.

Les chercheurs explorent aussi le développement des variétés des deux espèces qui pourraient conserver leurs feuilles pendant une longue période, afin de servir de fourrage au bétail tel que les chèvres.

## La Côte d'Ivoire promulgue une nouvelle constitution

VOICE OF AMERICA

La Côte d'Ivoire a adopté une nouvelle constitution dans l'espoir qu'elle soutiendra l'émergence du pays en tant qu'étoile économique montante de l'Afrique, après des années de bouleversement violent.

En octobre 2016, les électeurs ont massivement approuvé la nouvelle charte, 93 pour cent des votants ayant choisi « Oui » avec un taux de participation officiel d'un peu plus de 42 pour cent. La nouvelle constitution était l'objet d'une promesse électorale qu'avait faite le président Alassane Ouattara lors de sa campagne de réélection de 2015. C'est la troisième constitution adoptée par la Côte d'Ivoire depuis son indépendance en 1960, créant ainsi la Troisième République du pays.

« Les promesses de la Troisième République sont les promesses de la paix, la stabilité, l'égalité et la modernité », a déclaré M. Ouattara après la signature du document.

La constitution précédente de la Côte d'Ivoire, écrite sous un régime militaire après le coup d'état de 1999, était au centre d'une décennie de crise, y compris deux guerres civiles. Selon sa clause la plus controversée, elle déclarait que les parents des candidats à la présidence devaient être tous les deux des Ivoiriens nés en Côte d'Ivoire. C'était un coup porté aux personnes du Nord, dont beaucoup, comme M. Ouattara, ont des liens de famille transfrontaliers avec le Burkina Faso et le Mali.

La nouvelle constitution élimine cette règle, qui avait été utilisée pour disqualifier M. Ouattara lors d'un vote en 2000. Aujourd'hui, il suffit qu'un seul parent soit ivoirien. Elle crée aussi le poste de vice-président et un sénat. Le président déclare que ces nouvelles mesures garantiront plus de stabilité politique.

Après six ans avec M. Ouattara à la présidence, le premier producteur de cacao du monde était en bonne voie pour devenir l'économie d'Afrique enregistrant la plus forte croissance en 2016. Toutefois, les critiques ont dénoncé le processus d'adoption de la nouvelle constitution et de sa soumission à un vote comme étant précipité et manquant de transparence.



Les citoyens se rassemblent à Abidjan, en Côte d'Ivoire, avant le référendum sur une nouvelle constitution en 2016. REUTERS

# Habib BOURGUIBA

## « Combattant suprême » de la Tunisie

PERSONNEL D'ADF

**H**abib Bourguiba était le premier président de la Tunisie et reste une figure prédominante dans l'histoire du pays. Mais comme tant de grands chefs dans l'histoire du monde, le souhait de M. Bourguiba de rester en fonction conduisit à sa chute.

Portant son fez rouge si caractéristique, il était un homme politique flamboyant et rusé qui choisit de damer le pion à ses adversaires et ses critiques, plutôt que de les harceler. Il s'est avéré être singulièrement adapté à la politique tunisienne de son époque.

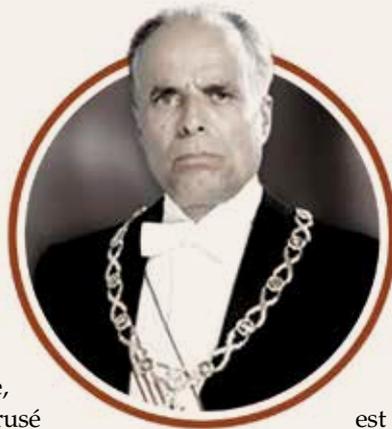
M. Bourguiba, fils d'un fonctionnaire et le plus jeune de huit enfants, est né en 1903. Lorsqu'il est jeune adulte, l'un de ses frères l'aide à se rendre en France en 1924 pour étudier le droit.

En France, il rencontre son épouse, acquiert une appréciation pour le théâtre et la littérature française, et une passion pour la politique. De retour en Tunisie, il fonde le parti national Néo-Destour en 1934. En tant que partisan vocal et hautement visible de l'indépendance vis-à-vis de la France, il est emprisonné fréquemment et passe 12 ans derrière les barreaux. Malgré son mauvais traitement par les Français, il a toujours affirmé qu'il les admirait.

*AU-DELÀ DES FRONTIÈRES DE LA  
TUNISIE, IL ÉTAIT LA VOIX DE LA RAISON  
ET DE LA TEMPÉRANCE, RESPECTÉ DANS  
L'ENSEMBLE DU MONDE MUSULMAN.*

La Tunisie devient en 1956 un pays indépendant, le sixième d'Afrique à l'époque. Le gouverneur, ou bey, de Tunis, est le chef de l'État ; M. Bourguiba est le premier ministre. Un an plus tard, M. Bourguiba devient le premier président du pays.

Le « Combattant suprême », comme il encourage les gens à l'appeler, est initialement considéré comme un



bon leader, dans le pays aussi bien que dans le monde. Il améliore fortement le revenu par tête du pays. Il est champion des droits de la femme, interdisant la polygamie et permettant aux femmes d'intenter des actions en divorce. Il aide à accroître le taux national d'alphabétisation.

Au-delà des frontières de la Tunisie, il est la voix de la raison et de la tempérance, respecté dans l'ensemble du monde musulman. Il prône de bonnes relations avec l'Occident.

Au cours du temps, sa présidence finit par manquer des subtilités qui avaient défini le début de sa carrière. Il devient plus dictateur que leader démocratique. Il commence à être obsédé par son héritage. Le 3 août, date de son anniversaire, est déclaré fête nationale. Les rues et les institutions sont rebaptisées en son honneur. En 1975, il est déclaré président à vie.

Vers le milieu des années 80, son économie a des ratés. Il y a des émeutes concernant la disponibilité et le coût de la nourriture. Les jeunes Tunisiens ne peuvent pas trouver d'emploi. Le Fonds monétaire international doit sauver le pays d'une crise financière en 1986.

En 1987, le Premier ministre Zine el-Abidine Ben Ali saisit le pouvoir en déclarant que M. Bourguiba, alors âgé de 84 ans, est sénile. Pendant les 13 années qui suivent et jusqu'à sa mort, il est assigné à résidence et des limites sont placées sur ceux qui peuvent lui rendre visite. Il est décédé en 2000.

Alors que la Tunisie émerge du Printemps arabe et recherche sa voix vers la paix et la prospérité, un intérêt réapparaît pour l'histoire du pays, notamment les années Bourguiba. En 2016, une grande statue de l'ancien président à cheval, qui avait été retirée en 1987, retourne dans un lieu central de Tunis.

Un porte-parole pour le président tunisien Béji Caïd Essebsi déclare qu'il était logique que la statue revienne à sa « place naturelle », l'avenue Bourguiba, à l'occasion du 60ème anniversaire de l'indépendance tunisienne.



# partagez votre expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

.....( directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF* ).....

## EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

**DROITS D'AUTEUR** Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

## SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : [ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com](mailto:ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com). Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command  
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff  
Unit 29951  
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command  
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff  
KELLEY KASERNE  
GEB 3315, ZIMMER 53  
PLIENINGER STRASSE 289  
70567 STUTTGART GERMANY

OU

## RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site [adf-magazine.com](http://adf-magazine.com)

